

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p. 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2114 - 6 février 2009 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

Après le succès du 29 janvier

**La lutte doit
continuer !**

p. 3, 6 et 7

Guadeloupe

**La
grève se
poursuit**

p. 8 et 9

**Hôpital
public
en
danger !**

p. 5

Universités

**La
mobilisation
s'étend**

p. 13



Plan de relance

p. 4

**Pour les patrons
ou pour la population ?**

M 06189 - 2114 - F. 1,00 €



Sommaire

Leur société

- p. 4 ■ Le plan de relance gouvernemental : un plan de plus en faveur des entreprises
- Relance, mais de quoi au juste ?
- Plus de 2 millions de chômeurs
- p. 5 ■ Le projet de loi Bachelot, hôpital public en danger
- Le préfet de la Manche limogé
- CAC 40 : de l'argent il y en a dans les caisses du patronat
- p. 13 ■ Universités : la mobilisation s'étend
- Début de la grève à l'Université de Strasbourg
- Écoles de l'académie de Paris : suppressions annoncées, pas forcément acceptées

29 janvier

- p. 6-7 ■ La colère des travailleurs s'est fait entendre dans tout le pays

Dans les DOM

- p. 8-9 ■ Guadeloupe : la lutte continue
- Martinique : grève générale le 5 février
- Meeting de solidarité avec les grévistes de Guadeloupe
- Ile de la Réunion : le gouvernement pense aux pauvres mais préfère donner aux riches

Dans les entreprises

- p. 10 ■ Technocentre Renault-Guyancourt (Yvelines)
- Renault-Flins (Yvelines)
- Lear - Lagny (Oise) - PSA Aulnay (Seine-Saint-Denis)
- À propos du démantèlement de la SNCF
- p. 11 ■ La Poste - Boulogne Billancourt (Hauts-de-Seine)
- Dijon : facteurs en grève
- Banque Dexia : après les subventions, les suppressions d'emplois
- p. 12 ■ Alcatel-Lucent - Ormes (Orléans)
- Société de Raffinage des Flandres-Dunkerque
- Catastrophe ferroviaire de Zoufftgen (Moselle) : lourdes condamnations pour les lampistes

Dans le monde

- p. 14 ■ Russie : arsenal répressif renforcé
- L'effondrement de l'économie russe
- p. 15 ■ Grande-Bretagne : grève dans la construction industrielle
- Israël-Palestine : la population de Gaza « chair à élection »
- p. 16 ■ Madagascar : manifestations populaires et bras de fer entre le maire de la capitale et le président
- États-Unis : les débuts d'Obama, vers une extension de la guerre

• Davos

La gueule de bois après l'ivresse des sommets ?

Le 39^e Forum économique mondial s'est tenu dans l'habituelle station suisse de Davos entre mercredi 28 janvier et dimanche 1^{er} février. Sous la protection de près de 5 000 militaires suisses ou autrichiens et d'un espace aérien interdit dans un rayon de 46 kilomètres, près de 2 500 représentants de grands groupes industriels et financiers, mais aussi une quarantaine de chefs d'État et de gouvernement, ainsi réunis, ont pu échanger des platitudes à propos de la crise, ses causes et ses remèdes.

Comme chaque année, l'événement était moins politique que mondain. Les entreprises ont déboursé 28 000 euros pour le séjour bas de gamme, mais une centaine ont payé 340 000 euros pour un traitement de faveur.

« L'ambiance générale est à la *sinistrose chez les financiers* », a déclaré Christine Lagarde, qui représentait le gouvernement français à Davos. En effet, cette année, le cœur n'y était pas, semble-t-il, au point que la plupart des banquiers ont tout simplement boudé Davos. Et puis ni Sharon Stone ni Angelina Jolie, qui étaient venues les

années précédentes, n'ont fait le déplacement et il paraît même que le caviar et le champagne auraient été remplacés par du jambon et du vin blanc.

L'ancien secrétaire de l'ONU Kofi Annan, coprésident cette année de Davos, a annoncé pour l'année 2009 un monde « *déprimant et à l'avenir incertain* ». Quant à Henry Kravis, fondateur du fonds KKR, il lui est venu une révélation : « *Si nous en sommes là, c'est parce que nous nous sommes focalisés sur le profit* », a-t-il dit. Et il sait de quoi il parle, puisque sa fortune est estimée à 5,5 milliards de dollars...

Cette version de crise du sommet de Davos n'a cependant pas empêché les décisions historiques : ainsi, inquiets du réchauffement de la planète, les organisateurs ont mis 3 000 podomètres – appareils comptant les pas – à la disposition des participants pour les encourager à ne pas circuler en voiture dans la station... Il est sûr qu'à Davos, chaque année, le club des plus riches de la planète et de leurs représentants politiques touche les sommets...

Boris SAVIN

Versez à notre souscription !

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

par chèque libellé à l'ordre de :

Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôt de 200 euros à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Éditions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Loive - 93500 Pantin.. Téléphone : 01 48 10 86 20 Télécopie : 01 48 10 86 26

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

LO l'hebdomadaire
www.lutte-ouvriere-journal.org

LO multimédia
www.audiovideo-lo.org

Émissions de télé et de radio, vidéos des exposés du Cercle Léon Trotsky.

LO audio

www.lutte-ouvriere-audio.org

Pour les mal-voyants et pour tous ceux qui veulent une version parlée de nos publications : *Lutte Ouvrière*, *Lutte de Classe*, les brochures du Cercle Léon Trotsky.

Meetings de Lutte Ouvrière avec Nathalie Arthaud et la participation d'Arlette Laguiller

Face à la faillite du capitalisme, actualité du communisme

Limoges

Mardi 17 février à 20 h 30

Salle du Temps libre
(derrière la mairie)

Besançon

Jeudi 19 février à 20 heures

Kursaal - Place du Théâtre

Bordeaux

Vendredi 20 février à 20 h 30

Salle de l'Athénée municipale
Place Saint-Christoly

Rennes

Mercredi 25 février à 20 h 30

Salle de la Cité
Rue Saint-Louis -
Métro Sainte-Anne

Toulouse

Vendredi 27 février à 20 h 30

22, allée de Barcelone -
Salle municipale

Paris

Vendredi 6 mars
à 20 h 30

Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor

Paris 5^e

Métro Maubert-Mutualité

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Il faut continuer et renforcer la mobilisation



Deux millions et demi de manifestants dans la rue selon les syndicats, plus d'un million même d'après la police : la journée du 29 janvier a été un succès. Ceux qui se sont mis en grève sont revenus des manifestations avec le moral remonté.

Le gouvernement lui-même a concédé, par la voix du nouveau ministre du Travail, Brice Hortefeux, qu'« à l'évidence, il y a eu du monde »

et que cela est « l'expression d'une inquiétude » face à la crise.

Mais ce n'est pas seulement de l'inquiétude, c'est du mécontentement et de la colère. Et pas face à la crise, mais contre le patronat et le gouvernement. Contre les licenciements qui se multiplient ; contre les bas salaires ; contre la précarité ; contre ce gouvernement qui trouve des milliards pour arroser banquiers et patrons de l'industrie mais qui aggrave la situation des salariés.

Les travailleurs ont été nombreux à répondre à l'appel des syndicats. Personne ne peut penser cependant qu'une seule journée, même réussie, fera reculer le gouvernement et le grand patronat.

La question qui se pose, c'est la suite à donner à cette journée. Les directions syndicales sont mises devant leurs responsabilités. Elles auraient dû annoncer immédiatement une suite, une nouvelle journée de grèves et de manifestations.

Or les dirigeants syndicaux se sont réunis pour définir une attitude commune, mais ils ont surtout décidé d'attendre, conditionnant une éventuelle suite de l'action à la réponse de Sarkozy.

Mais cette réponse, le gouvernement l'a déjà donnée par la bouche du Premier ministre, qui a annoncé qu'il n'est pas question d'arrêter ce qu'il appelle les « réformes », c'est-à-dire les mesures antiouvrières qui se succèdent en rafales.

Alors, à quoi les dirigeants syndicaux s'attendent-ils, qui pourrait représenter un espoir pour les travailleurs ? La déclaration de Sarkozy à la télévision au milieu de la semaine ? Mais il n'est pas difficile de prévoir qu'il se contentera de brasser du vent. Sa promesse de rencontrer les dirigeants syndicaux ? Mais la date n'en est même pas encore fixée ! Et qu'est-ce

qu'il peut en sortir, à part des stupidités du genre « travailler plus pour gagner plus » ?

Mais ce gouvernement et ce président ne sont pas là pour aider les salariés à sortir la tête de l'eau. Ils sont là pour les enfoncer. Ils sont là pour présenter avec des mots creux ou mensongers la politique exigée par le grand patronat, qui est de sauver le profit des entreprises, les revenus de la bourgeoisie, malgré la crise, en dépouillant encore plus les salariés.

Conditionner la suite indispensable à ce que peuvent dire ou promettre Sarkozy et ses ministres, c'est trahir les intérêts des travailleurs. Le patronat et le gouvernement peuvent s'accommoder d'une seule journée de grèves et de manifestations. Seule une mobilisation croissante peut leur faire craindre que cette mobilisation débouche sur la grève générale jusqu'à la satisfaction des revendications.

Les travailleurs de Guadeloupe viennent de faire la démonstration que, même pour se faire entendre, il leur a fallu bloquer la vie économique de l'île. Et c'est parce qu'ils ont le courage de continuer après deux semaines que le secrétaire d'État à l'Outre-mer s'est senti obligé de se rendre sur place et que les médias parlent de leurs revendications.

Leur détermination mérite le respect de tous les travailleurs. Mais, à quelques dizaines de milliers, il leur est évidemment plus difficile qu'à l'ensemble du monde du travail, à l'échelle du pays, d'imposer leurs revendications.

Les directions syndicales prétextent qu'il faut du temps pour « construire un mouvement » comme celui du 29 janvier ! Mais c'est une raison de plus pour que, quelle que soit la date choisie pour la prochaine échéance, elle soit annoncée, afin que les militants et les travailleurs les plus décidés puissent la préparer.

Ce serait aux directions syndicales de fixer ces échéances. Qu'elles prennent garde : si, obnubilées par les seules négociations, elles ne font pas leur travail, elles ne fixent pas un programme de mobilisation avec des échéances, les luttes éclateront et se généraliseront sans elles, de la base.

Nous défendre contre nos exploiters et leurs domestiques au gouvernement devient indispensable, vital. Nous en avons la force.

Arlette LAGUILLER

Crise du logement et baisse du pouvoir d'achat

Le rapport annuel sur l'état du mal-logement en France, que vient de présenter la fondation Abbé-Pierre, sonne l'alarme. Le manque de logements pour les personnes à revenus modestes se fait sentir, alors même que le ralentissement des mises en chantier observé depuis quelques mois ne s'est pas encore répercuté sur le nombre de logements disponibles.

À partir de 2004, le nombre de logements construits chaque année avait augmenté, et malgré cela « le déficit accumulé pendant un quart de siècle représente encore 800 000 logements ». Surtout, constate le rapport, « les caractéristiques de la construction neuve sont très éloignées de celles de la demande sociale ».

Ainsi, sur 425 000 logements mis en chantier en 2007, 153 000 correspondent à des logements destinés à des familles gagnant moins d'un certain plafond de revenus, et encore seule une faible proportion de ces logements est accessible à la majeure partie des ménages. La politique du logement qui « nie

les besoins sociaux » aggrave encore la situation.

Beaucoup doivent accepter des conditions d'habitat dégradé, et un million de personnes sont privées d'habitat personnel. Les professionnels qui gèrent les campings, note le rapport, « parlent d'une déferlante quand ils évoquent l'explosion de la clientèle permanente des campings, qui y réside à l'année, parfois pour de longues périodes ». Une enquête de 2006 indique que plus de 600 000 personnes seraient locataires ou sous-locataires de meublés, en augmentation de 22 % par rap-

port à 2002. C'est « un nouveau clignotant sur la situation de pénurie de l'offre de logements ».

En même temps, selon le rapport, « la part des ressources des ménages affectée au logement et à son fonctionnement atteint en 2007 un niveau historique », « loin devant l'alimentation ». Les statistiques officielles étant tronquées, la fondation Abbé-Pierre a fait ses propres calculs à partir des montants moyens de loyers pratiqués par les nouveaux locataires en 2008. Malgré l'aide au logement, un couple avec deux enfants dont le revenu mensuel est équiva-

lent à 1,5 smic consacre au logement près d'un quart de son budget s'il a pu obtenir un logement social, et la moitié s'il est logé dans le secteur privé.

Le problème est de construire davantage de logements... accessibles à ceux qui en ont besoin, et qui laissent encore de quoi vivre une fois payé le loyer. C'est tout le contraire qui découle des lois du marché capitaliste, dont les données fournies par le rapport de la fondation Abbé-Pierre constituent une dénonciation cinglante.

Jean SANDAY

• Les « 1 000 chantiers » du gouvernement

Un plan de plus en faveur des entreprises

Le Premier ministre François Fillon a présenté lundi 2 février, à Lyon, les mille premiers projets du plan de relance de l'économie. À l'en croire, ce plan aurait des « effets dès 2009 ou 2010 » et constituerait « un atout pour la France lorsqu'elle sortira de la crise ». Il a donc appelé à l'unité nationale derrière le gouvernement, invitant « tous les Français à se serrer les coudes ».

En quoi consiste ce plan de relance ? Le gouvernement a énuméré un bric-à-brac de chantiers envisagés, répartis sur l'ensemble du territoire : ils vont de la réfection d'un vitrail d'une église ou de la rénovation d'édifices publics, à la construction de nouveaux tronçons d'autoroutes et de lignes TGV. Mis à part la promesse, maintes fois répétée mais rarement suivie d'effet, de la construction de 100 000 logements sociaux supplémentaires, on ne voit rien dans ces projets qui réponde à une urgence sociale...

Quelle efficacité ce plan peut-il avoir ? Déjà, en ce qui concerne les projets présentés, on constate que la plupart d'entre eux étaient déjà prévus depuis un certain temps, seules des avances de crédits ont permis d'accélérer la date de leur mise en chantier. Cela s'appelle faire du neuf avec du vieux, une pratique courante des

gouvernements pour tenter de faire croire qu'ils interviennent effectivement.

Quant au financement, il n'est pas facile de s'y retrouver entre ce qui nouveau, ce qui a déjà été prévu au budget et les rallonges financières. Ce plan est chiffré à 26,5 milliards d'euros, dont 11,1 milliards seraient financés par l'État et les collectivités locales, et 4 milliards d'investissements demandés aux grandes entreprises publiques (SNCF, EDF, GDF-Suez, RATP, La Poste). Il apparaît clairement en revanche que les entreprises privées vont être les principales bénéficiaires, soit par exemple pour les entreprises de BTP au travers de la construction de kilomètres d'autoroutes ou de voies ferrées, soit par l'avance de

trésorerie que l'État va leur concéder. 11,4 milliards d'euros, soit près de la moitié de la somme, sont en effet consacrés à des remboursements anticipés d'impôts aux entreprises, dont celui de la TVA ou du crédit d'impôt recherche, ou au paiement anticipé de dettes que l'État doit à certains de ses fournisseurs.

Ce prétendu plan de relance n'est qu'un rideau de fumée qui masque – mal – une nouvelle aide aux entreprises privées financée avec l'argent public. Il n'y a rien qui réponde aux problèmes cruciaux en matière d'emploi et de niveau de vie que doit affronter la majorité de la population laborieuse.

Marianne LAMIRAL



• Plus de 2 millions de chômeurs

Le « plein emploi » façon Sarkozy

À en croire les chiffres de Christine Lagarde, la ministre de l'Économie, il y aurait eu 45 800 chômeurs de plus en décembre 2008, ce qui porterait à 2,11 millions le nombre de demandeurs d'emploi dans le pays. Sur l'année 2008 il y aurait eu, toujours d'après le gouvernement, 217 000 demandeurs d'emploi de plus, soit une hausse de 11,4 %. Ce serait la première hausse du chômage après cinq années de baisse, et l'augmentation la plus forte depuis 1993.

On sait ce qu'il faut penser de ces chiffres officiels qui masquent autant que possible le nombre réel de chômeurs. En effet dans ces chiffres le gouvernement ne prend en compte que les demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE – devenue depuis peu le Pôle Emploi

après la fusion avec les Asse-dic – de catégorie 1, c'est-à-dire tous ceux qui recherchent un emploi à temps plein en CDI et qui n'ont pas travaillé plus de 78 heures dans le mois écoulé. Et si on prend en compte les cinq autres catégories officielles, le nombre de demandeurs d'emploi passe alors à près de 2,54 millions de personnes. Mais la fonction de ministre, et encore plus celle de ministre de l'Économie, demande de savoir manipuler les chiffres et de ne présenter que les moins mauvais.

On n'avait bien sûr pas besoin d'attendre les déclarations de Christine Lagarde pour savoir que des millions de travailleurs sont sans emploi et que la situation est devenue encore pire depuis l'éclatement de la crise financière à l'automne 2008. Car, depuis, des milliers d'intérimaires ont vu leur mission interrompue, des contrats

à durée déterminée n'ont pas été renouvelés et ce sont bien plus de 2,5 millions de personnes qui ne travaillent pas à plein temps et ne touchent pas une paye permettant de faire face aux besoins essentiels, comme un logement.

En 2007 Sarkozy disait vouloir être le « président du plein emploi ». Il n'avait bien sûr même pas fait le premier pas dans cette direction mais, depuis la crise financière, les conséquences d'une politique entièrement en faveur du grand patronat se font encore plus durement sentir. Car quand il parle de sauver l'économie, il s'agit avant tout de sauver les profits des capitalistes. Et qu'importe pour lui le drame humain et social que représente le chômage pour les travailleurs licenciés et leurs familles !

Cédric DUVAL

• Relance par l'investissement ou par la consommation...

Mais relance de quoi, au juste ?

Entre Sarkozy, Fillon et leur opposition parlementaire, la discussion sur la crise économique se résume à une seule question : faut-il ou non ajouter à la relance par l'investissement, indispensable selon eux, une relance par la consommation ? C'est-à-dire faut-il, en plus des cadeaux et subventions nouvelles versés au patronat, aider les consommateurs à dépenser un peu plus ?

Le gouvernement affirme que « donner » du pouvoir d'achat en plus, ne serait-ce qu'en baissant la TVA, ne servirait à rien car, d'après lui, les consommateurs s'en serviraient soit pour épargner, soit pour acheter des produits fabriqués à l'étranger. Donc de telles mesures ne permettraient pas de relancer l'économie du pays.

Le PS conteste cela et affirme que tous ceux qui n'arrivent pas à finir le mois, et ils sont de plus en plus nombreux, dépenseraient immédiatement tout apport supplémentaire de revenus, faisant ainsi repartir l'économie.

Mais les deux sont en revanche d'accord sur le fait qu'il faut aider financièrement le patronat pour qu'il investisse dans la production. Personne n'a pourtant expliqué pourquoi les centaines de milliards d'euros de profits accumulés depuis des années n'ont pas servi à l'investissement mais à la spéculation, pas au développement de la production matérielle mais à celui de la finance, pas à l'embauche de nouveaux ouvriers mais à la diminution du nombre de travailleurs. Alors personne, pas plus Sarkozy que les autres, ne peut garantir que les nouvelles subventions offertes au patronat ne finiront pas comme les précédentes sur les marchés boursiers, en passant d'abord par les coffres des gros actionnaires, comme c'est déjà en grande partie le cas pour les aides aux banques servies à l'automne.

En fait « l'économie » que les uns et les autres disent vouloir relancer, sans aucune garantie de succès, c'est justement celle qui a mené à la crise actuelle. C'est celle dans laquelle la mainmise totale des grands groupes financiers et industriels sur la société conduit à l'appauvrissement généralisé des travailleurs. C'est une économie qui vise exclusivement à produire des profits, même si pour cela il faut faire crever l'humanité entière. En fait de relance, elle est lancée, et à pleine vitesse, vers l'explosion ! Et, face à cela, les timides mesures de relance de la consommation évoquées par le PS sont un mur de sable devant la marée montante.

Alors, la seule question qui vaille pour les travailleurs, c'est d'abord de savoir comment se protéger des conséquences d'une crise qui, de toute façon, échappe même à ceux qui sont censés diriger la planète. Il faut immédiatement augmenter les salaires, pensions et retraites, interdire les licenciements dans le privé et les réductions d'effectifs dans le public, embaucher au contraire dans les secteurs utiles à la population, à commencer par la construction de logements bon marché. Tout cela est possible, à condition de ne pas hésiter à prendre sur les milliards accumulés par les capitalistes. Et, pour cela, il faut aussi que les travailleurs se donnent les moyens de contrôler eux-mêmes où est cet argent, ce que les capitalistes en font, et d'imposer qu'il serve à la réalisation de ces mesures de sauvegarde immédiate.

Ce sera difficile à imposer ? Pas tant que cela, si les travailleurs entrent en lutte par millions. Et puis, de toute façon, la crise de la société capitaliste laisse de moins en moins d'autre choix.

Paul GALOIS

Réunion publique Lutte Ouvrière à Creil

le 20 février à 19 h 15

« Face à la faillite du capitalisme, actualité du communisme »

Centre de rencontres - rue de Valois

• Projet de loi Bachelot le 10 février au Parlement

Hôpital public en danger !

Le gouvernement a fait savoir qu'il allait soumettre au Parlement, le 10 février, le projet de loi de sa ministre Bachelot, qui ne peut qu'accélérer le démantèlement des hôpitaux publics. Par crainte des réactions, il a décidé d'utiliser une procédure d'urgence permettant de raccourcir les délais d'adoption et donc de limiter au maximum les possibilités de réactions dans le pays.

Cette loi, nommée à contresens « Hôpital, patients, santé et territoires », a deux objectifs principaux : d'abord diminuer par tous les moyens les dépenses des hôpitaux publics, et ensuite offrir à des capitalistes la possibilité de s'enrichir sur tout ce qui pourrait rapporter de l'argent dans le secteur de la santé publique, au détriment des hôpitaux publics et de millions de patients.

Il y a certes bien longtemps que les hôpitaux publics ont été mis à mal. Les attaques se sont accélérées dans la dernière période, en particulier avec la mise en place de ce qu'on appelle la tarification à l'acte. Cette réforme a permis, c'était son but, de mettre artificiellement les hôpitaux publics en déficit, en favorisant les cliniques privées. C'est ainsi que 20 000 suppressions d'emplois (chiffre donné par la Fédération hospitalière de France) sont exigées aujourd'hui par le gouvernement, dans les « plans de retour à l'équilibre » imposés à ces hôpitaux.

Une nouvelle loi pour faire des économies à tous les étages

La loi Bachelot vise à précipiter les regroupements, fusions et fermetures d'établissements, et accélérer les réorga-

nisations internes en vue de réduire au maximum les dépenses hospitalières, premier poste de dépense de l'Assurance-maladie. C'est logique pour un gouvernement dont la politique consiste à multiplier les exonérations de cotisations sociales en faveur du patronat. Toujours dans cette optique, la loi prévoit de transférer le maximum de soins au secteur médico-social. Ce qui veut dire que ces soins risqueraient de ne plus être pris en charge en tout ou partie par la Sécurité sociale et seraient laissés à la charge des patients, de leur famille ou des collectivités locales. Pour la psychiatrie, les fermetures de lits et d'hôpitaux largement engagées devraient s'accélérer pour transférer l'essentiel des malades, là aussi, et au mieux, vers le « médico-social ». Ce qui reviendrait à transférer d'un coup, par la baguette de la ministre, les malades en inad-

Pouvoirs absolus dévolus

Ensuite, pour accélérer les suppressions d'emplois et les fermetures attendues, la loi impose la suppression de toutes les structures de décision ou de concertation existantes (conseils d'administration, comités de concertation, comi-

tés régionaux d'organisation sanitaire) où siégeaient représentants du personnel, élus locaux et représentants des usagers. Les directeurs d'établissement se voient conférer tous les pouvoirs : budget, recrutements sous tous les statuts possibles, nominations dans les services, fermetures de ceux-ci, suppressions de postes, licenciements. La seule autorité qui leur sera supérieure sera le directeur général de l'Agence régionale de santé, qui pourra, lui, tout imposer sur sa région aux hôpitaux, à tous les établissements de santé, ainsi qu'aux médecins et à l'Assurance-maladie.

La loi prévoit aussi, en plus de la généralisation recommandée de regroupements privés-publics, une nouvelle procédure extrêmement dangereuse. Il s'agit de la possibilité offerte au directeur de l'Agence régionale de santé d'offrir au privé tout ou partie des activités de soins assurées jusqu'ici par les hôpitaux publics. Cela se ferait dans le cadre d'un transfert de « mission de service public », comme cela se pratique pour la distribution de l'eau ou les transports publics. C'est-à-dire que cette « délégation de service public » se ferait avec des équipements publics, payés par les assurés sociaux, la société délégataire se conten-

tant d'empocher les bénéfices, comme récompense de sa « bonne gestion ». Ce serait la généralisation de ce qui se faisait déjà partiellement dans les associations public-privé, mais là à une très grande échelle et sans même plus de partage avec l'hôpital.

Une nouvelle loi qui fait d'incompétence vertu

C'est d'ailleurs pourquoi la loi prévoit comme mesure complémentaire que, pour exercer les fonctions de directeur d'hôpital comme celles de directeur d'Agence régionale de santé, aucune qualification dans le domaine de la santé ne sera requise. De toute évidence, des références en matière de suppressions massives d'emplois et de trafics en tous genres au profit des actionnaires seront bien plus appréciées.

Ce projet de loi n'a de rapport avec les « patients et la santé » que comme un danger pour eux. Il doit être combattu. Cela a commencé dans de nombreux hôpitaux et dans bien des régions. Le personnel des hôpitaux comme la population ont là des intérêts vitaux à défendre en commun. Il faut mettre en échec ce projet de loi Bachelot et en finir avec les suppressions d'emplois et de moyens pour les hôpitaux publics.

Paul SOREL

• Le préfet de la Manche limogé

Une publicité pour les manifestations

Plus de quinze jours après la visite de Sarkozy à Saint-Lô le 12 janvier, le préfet de la Manche et le directeur départemental de la Sécurité publique ont été limogés. Sarkozy, qui venait exprimer ses vœux au monde enseignant, n'a pas digéré les manifestations de plusieurs centaines de travailleurs de l'Éducation nationale et de lycéens. Des chaussures et autres projectiles avaient volé en direction du cortège présidentiel. Selon *Ouest-France*, seulement une vingtaine de fans de Sarkozy avaient pu passer les cordons de CRS pour approcher le président et il avait été privé d'un bain de foule... Enfin, bien que la salle fût protégée par 500 CRS, la rumeur de la manifestation avait passé les murs et accompagné l'allocation présidentielle.

Au fond, en limogeant deux responsables du maintien de l'ordre, Sarkozy a donné, ou plutôt redonné, aux manifestants la publicité qu'ils méritaient. Car il est normal que, contre la politique du gouvernement, chaque visite d'un ministre ou de Sarkozy lui-même soit l'occasion de manifestations de salariés de la fonction publique ou de travailleurs du privé. Lors de leurs déplacements dans une ville, les ministres et Sarkozy justifient devant la population les suppressions d'emplois dans la fonction publique, ou les cadeaux faits au patronat. Et en plus ils voudraient qu'on les applaudisse sagement !

Alors, si Sarkozy ne supporte pas d'être sifflé ou hué, les préfets n'auront plus qu'à préparer leur valise la veille de sa venue, car sa popularité et celle de son gouvernement ne vont pas remonter de sitôt. Mais après tout Sarkozy veut peut-être organiser un jeu de chaises musicales avec ses préfets... à moins que la sanction contre le préfet de la Manche ait surtout pour objectif d'encourager la police à avoir la matraque plus lestée.

Boris SAVIN

• CAC 40

De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat...

Les quarante grosses entreprises françaises cotées au sein du CAC 40 commencent à dévoiler leurs bénéfices. Pour l'ensemble du CAC 40, les profits nets globaux se monteraient à 85 milliards d'euros ; il y a encore une marge d'incertitude. Le total est inférieur aux 100 milliards de 2007, une année plus que faste pour les actionnaires, mais les profits sont tout de même très confortables.

Sur les 40 sociétés, 36 auront un résultat positif et 19 l'amélioreront. En haut du palmarès, on trouve Total avec un bénéfice attendu de près de 14 milliards, en hausse de 5 %, ArcelorMittal avec 10 milliards, 41 % de mieux que l'année précédente ; quant à la Société Générale, si elle atteint « seule-

ment » les deux milliards de profit, cela représente une hausse de 112 % par rapport à 2007. Oubliée, l'affaire Kerviel avec ses 5 milliards d'euros disparus sans laisser de trace...

Il paraît que les dividendes effectivement distribués peuvent être « sensiblement réduits », sauf pour certains groupes comme France Télécom et Total par exemple. Les travailleurs réduits à la portion congrue et aux salaires bloqués, les licenciés d'ArcelorMittal (6 000 suppressions d'emplois en Europe) ou ceux d'Alcatel Lucent (plus de 16 000 déjà réalisés dans le monde et 13 000 autres annoncés) apprécieront sûrement cet « effort » de leurs patrons !

S.M.



Les manifestations d'une ville à l'autre

Il y a longtemps que l'on n'avait pas vu autant de monde à des manifestations. Même si l'on ne tient compte que des chiffres donnés par la police, au moins 1 080 000 personnes sont descendues dans les rues pour exprimer leur volonté d'en finir avec cette politique qui consiste à donner des milliards aux banquiers et aux capitalistes, tandis que les travailleurs vivent de plus en plus mal avec des salaires quasiment bloqués, et qu'ils sont de plus en plus nombreux à être frappés par les licenciements et le chômage partiel. Et la situation est encore pire pour les chômeurs et les retraités qui n'ont que leur maigre pension pour survivre.

À Paris, la manifestation, qui

a regroupé 300 000 personnes selon les organisateurs et 65 000 selon la police, a mis en tout cas des heures à s'écouler de la place de la Bastille à l'Opéra. Le cortège compact, débordant sur les trottoirs et même souvent dans les rues adjacentes, comptait d'innombrables banderoles où les enseignants, les travailleurs de la fonction publique côtoyaient de très nombreuses délégations d'entreprises plus ou moins grandes. On pouvait noter la forte présence de la CGT, mais aussi en son sein la détermination de bien des groupes de manifestants criant des slogans contre le patronat et le gouvernement.

Alors, plus que l'inquiétude, comme l'a prétendu Sarkozy, c'étaient la colère et un sentiment d'injustice qui



dominaient dans ces manifestations, ainsi que la conscience que, « tous ensemble », il faudra aller plus loin, pour que les travailleurs ne soient pas les victimes de cette crise dont ils ne sont pas responsables.

M.L.

En Rhône-Alpes et PACA

Partout en Rhône-Alpes les manifestations ont été importantes : 35 000 manifestants à Grenoble, 30 000 à Lyon, 15 000 à Saint-Étienne. Ils étaient plus de 10 000 à Annecy, du jamais vu depuis longtemps : un chiffre qui a fait chaud au cœur des manifestants qui avaient le sentiment de s'imposer dans les rues de cette ville bourgeoise.

Les services publics étaient bien représentés, en particulier les enseignants, accompagnés à Saint-Étienne d'étudiants et de lycéens. Et à Lyon le cortège de la santé, avec près de 4 000 personnes, reflétait la colère qui monte dans ce secteur, avec un taux de grévistes de 30 % dans certains hôpitaux, ce qui est exceptionnel.

Mais la participation des entreprises privées a été notable, leurs effectifs approchant ou atteignant parfois, comme à Grenoble, la moitié du total, avec des travailleurs des gros secteurs ouvriers : chimie, métallurgie. Avec des manifestants de grosses usines – Renault Trucks et Rhodia à Lyon, SNR, Tefal et Stœbli à Annecy, Caterpillar et STMicroelectronics à Grenoble, mais aussi des manifestants de petites entreprises, avec ou sans banderoles. Et partout, la présence des salariés du commerce (Carrefour, Galeries Lafayette entre autres) et d'autres secteurs, dont, plus inattendu... des employés de notaires avec pancarte !

L'importance des cortèges



traduisait aussi le succès des débrayages dans les diverses entreprises, avec des taux de grévistes pas vus depuis longtemps, y compris dans des entreprises touchées par du chômage partiel.

Les discussions entre des manifestants démarraient spontanément, pour exprimer leur ras-le-bol, avec des réflexions comme : « Il y en a assez », « Trop c'est trop », « On nous prend pour des imbéciles. » « On est en colère et, cette fois, Sarkozy ne pourra pas dire qu'il ne nous a pas vus. Il devra bien en tenir compte ». Et certains parlaient d'une suite nécessaire.

• Marseille

Il a fallu cinq heures pour que le flot ininterrompu des 30 000 manifestants s'écoule depuis le Vieux-Port jusqu'à l'avenue du Prado. La foule était telle qu'il a fallu prolonger le parcours pour que tous puissent arriver.

Si les travailleurs du secteur public formaient le gros de la manifestation, il y avait aussi des travailleurs du privé, dont Eurocopter, Ascométal, Arcelor, Casino, STMicroelectronics, Haribo. Pour bon nombre de personnes, c'était leur première manifestation.

Entre les manifestants, c'était la bonne humeur, la joie de se retrouver si nombreux, mais aussi la volonté de s'opposer au démantèlement du service public et celle d'en finir avec cette politique en faveur des privilégiés.

• Dans les autres villes

À Nice, la manifestation, très imposante, a regroupé au moins 8 000 personnes. Ils étaient aussi très nombreux à Arles, alors que d'habitude les salariés de cette ville rejoignent les manifestations marseillaises, ainsi qu'à Montpellier.

Du Centre à l'Est

• Clermont-Ferrand

Avec trois kilomètres de défilé, ce fut la plus grosse manifestation depuis 1995.

Le secteur public était bien fourni, mais dans le privé les travailleurs de nombreuses entreprises de la région étaient présents, venus des aciéries des Ancizes, d'Alcan (ex-Péchiney) à Issoire, de Thiers, de Riom, etc. Des salariés du bâtiment, des Galeries Lafayette ou de Limagrain manifestaient aussi.

Dans l'entreprise AIA (aéronautique), la grève a atteint des records avec 75 % de grévistes. Ils étaient nombreux à la manifestation, revêtus de tee-shirts noirs sur lesquels on pouvait lire : « Pour la défense de l'emploi ».

• Nevers

8 000 manifestants, plus qu'en 1995, étaient contents de défiler ensemble, salariés du public et du privé.

Tous les services publics étaient représentés, dont les salariés de l'hôpital de Nevers sur la lancée de « l'accueil » fait à Bachelot il y a quinze jours, et une délégation de l'hôpital de Clamecy, à l'autre bout du département.

La quasi-totalité des usines un peu importantes de la région étaient représentées, leurs salariés protestant contre les licenciements, comme Cascade à La Machine ou SIL, une entreprise de lingerie de luxe qui vient de fermer. Les travailleurs des Aciéries d'Imphy, dont certains secteurs sont atteints par une baisse d'activité, ceux des sous-traitants de l'automobile Gates ou Faurecia, et de bien d'autres entreprises qui licencient ou imposent un chômage partiel, étaient aussi nombreux à manifester.

Il y avait aussi des salariés de secteurs qu'on voit moins sou-

vent, ceux de Géant-Casino ou de Carrefour, mais aussi des centres sociaux où beaucoup de travailleurs sont en contrat aidé ou doivent vivre avec un emploi à temps partiel.

À noter un collectif des écoles primaires, autour de parents et d'enseignants, faisant signer une pétition. L'un d'entre eux a dit : « Je n'avais jamais vu faire la queue pour signer ma pétition ! ».

• En Alsace

Les manifestations ont été d'une ampleur inédite : 8 000 à Strasbourg, 1 400 à Colmar. À Mulhouse, cela faisait une bonne dizaine d'années qu'on n'avait pas vu 6 000 manifestants dans la rue. Aux travailleurs de la fonction publique (enseignants, postiers, hospitaliers, agents communaux...) s'étaient joints des travailleurs de nombreuses entreprises de la région, en particulier de Peugeot-Citroën et des sous-traitants de l'automobile comme Faurecia Pulversheim mais aussi des salariés de Clemessy, Liebherr et Timken, DMC, Rhodia...

• Metz

Depuis 1995 on n'avait pas vu autant de monde dans la rue. 15 000 personnes s'étaient rassemblées pour conspuer la politique du gouvernement, dont beaucoup de travailleurs d'entreprises diverses, comme ceux de Faure et Mchet, sous le coup d'un plan de licenciements.

• Besançon

Là aussi, des travailleurs de petites entreprises industrielles, du commerce, des services sociaux et un grand nombre d'enseignants et d'hospitaliers se sont retrouvés en un cortège de 10 000 personnes.

Et du Sud-Ouest...

• Toulouse

Avec plus de 50 000 personnes, c'est l'une des plus grosses manifestations que l'on ait vues, depuis celles sur les retraites ou contre le CPE ; avec la plus forte participation des travailleurs d'entreprises privées, dont Airbus, Molex, Labinal, Continental, Astrium, etc.

En fin de cortège, une forte participation de jeunes, environ 8 000, est venue renforcer

la manifestation.

• Bordeaux

Très grosse manifestation, de près de 40 000 personnes, avec là aussi une participation notable de travailleurs du privé : de Ford, bien sûr, mais aussi des entreprises de la métallurgie de la zone industrielle du Haillan, et de Mérignac, ainsi que des salariés de Carrefour et des employés de banques.



• Angers

Plus d'une centaine de travailleurs de Valeo et autant de chez Bosch, des salariés des Fonderies de l'Authion, de ThyssenKrupp et de Thomson ont participé à la manifestation qui a regroupé 18 000 personnes.

• Châtelleraut

La manifestation a rassemblé 2 à 3 000 personnes : des travailleurs de Valeo, où le patron supprime 163 emplois, ceux des Fonderies du Poitou ou de Federal Mogul, au chômage partiel, mais aussi des salariés des services publics ainsi que des lycéens.

• Poitiers

15 à 20 000 manifestants se sont retrouvés, parmi lesquels beaucoup de travailleurs du secteur public mais aussi d'entreprises privées, comme Autoliv

qui connaît des congés forcés et des suppressions d'emplois.

• Le Mans

Parmi les 20 000 manifestants, on comptait un gros cortège de travailleurs de l'automobile et des entreprises sous-traitantes : 700 de Renault, 200 de Valeo. Des employés de la grande distribution (Carrefour, Socamaine-entrepôts de Leclerc) et des transports (Calberson) avaient fait le déplacement, ainsi que des travailleurs de l'agroalimentaire (Yoplait ou Ldc-abattoir de volailles) rarement représentés dans les manifestations. Enfin, beaucoup de cheminots, d'enseignants, de salariés d'associations culturelles, de travailleurs de l'hôpital du Mans et des centres de santé venaient grossir les rangs des manifestants qui, tous, avaient le sentiment que cette journée était un grand succès.

... au Nord

Deux mille manifestants à Calais, 1 300 à Valenciennes, 3 000 à Douai, un millier à Maubeuge : les travailleurs du Nord-Pas-de-Calais se sont aussi beaucoup mobilisés, entre autres dans l'automobile et la sidérurgie, comme Aluminium Dunkerque, Toyota ou Renault. Mais le mouvement a été important y compris dans de petites villes : à Fourmies, 300 personnes ont manifesté, dont beaucoup d'ouvriers des Visseries au chômage partiel ; à Gondrecourt, la manifestation a regroupé 400 travailleurs, dont une moitié de Visteon, sous-traitant automobile qui licencie.

• Dunkerque

Avec 5 600 personnes, dont 1 000 de l'action sociale en grève pendant trois jours, c'était la plus grosse manifestation depuis 2003.

• Lille

Salariés du public et du privé se sont retrouvés à environ 30 000 pour manifester contre la politique des patrons et du gouvernement.

En Bretagne et Normandie

• Dans le Morbihan

Il y a eu trois rassemblements, à Lorient, Vannes et Pontivy, chacun regroupant beaucoup de monde. On a pu constater une forte participation du privé, notamment du commerce et des banques, secteurs que l'on ne voit pas d'habitude. À Lorient, la

police estimait à 12 000 le nombre de manifestants.

• Nantes

À Nantes, la manifestation du 29 janvier a été un succès remarqué : 50 000 personnes ont défilé, selon les organisations syndicales et aussi selon la police, ce qui est aussi un évé-

res de plus en plus importantes, venus en cars ou en organisant du covoiturage par atelier. On pouvait sentir la colère dans chaque slogan repris par tous.

Ensuite, les hospitaliers donnaient de la voix dans un cortège qui rassemblait le CHU, l'hôpital psychiatrique, la maternité du Belvédère, le Centre anti-cancéreux et, pour la première fois, une clinique privée, la clinique Mathilde. Au CHU, il y a eu 1 300 grévistes, un record mais qui est à la hauteur de la colère contre le plan social dans cet hôpital.

Dans la manifestation on comptait aussi beaucoup de salariés de la grande distribution : Carrefour, Monoprix, Leroy-Merlin, Tati, etc., ainsi que les

nement. Les partis politiques de la gauche et de l'extrême gauche étaient présents. Nombre d'entreprises avaient leur banderole. Certains salariés des petites entreprises s'étaient déplacés. C'est sans doute la plus grande manifestation sociale que Nantes ait connue depuis les trente dernières années.

enseignants et les postiers.

• Le Havre

La manifestation comptait 25 000 personnes, selon les syndicats, avec un fort cortège des salariés de Sandouville, des dockers, du Port autonome.

• Caen

Une très grosse manifestation d'environ 20 000 personnes a eu lieu le matin, avec de nombreux cortèges d'entreprises privées : Valéo, Renault Trucks, Bosch, dont les salariés sont habituellement présents aux manifestations, mais aussi de Pfizer, STMicroelectronic, Carrefour ou les transports routiers Bretonor.

• Saint-Nazaire (Loire-Atlantique)

Matraques, et bombes lacrymogènes contre les manifestants



18 000 personnes ! On ne se souvenait pas d'avoir vu autant de manifestants depuis longtemps à Saint-Nazaire, chacun essayant de comparer : pour les plus anciens 1955 ? Les moins jeunes 1968 ? Les plus jeunes 1995, 2003 ?

Dès le départ, place de l'Amérique latine, l'ambiance était là.

Le nombre de travailleurs du privé tenant à crier que « Ça suffit comme ça » était remarquable. Une révolte commune se dégageait de tous les témoignages, se concluant la plupart du temps par : « Ils trouvent des milliards pour sauver les banquiers, et rien pour les travailleurs ! »

À l'arrivée du cortège à la sous-préfecture, nombre de

manifestants ont mal supporté la présence des CRS armés jusqu'aux dents et massés derrière les grilles. Quelques projectiles ont commencé à voler. Dans le même temps, la foule arrivant de plus en plus compacte avait besoin d'espace et a donc tenté de s'étaler autour. Les CRS se croyant encerclés, les lacrymogènes n'ont pas tardé à voler.

Leur brutalité a écœuré immédiatement tout le monde. Car il était visible que les manifestants n'avaient rien à voir avec des casseurs. Le mépris affiché par le sous-préfet n'a fait qu'attiser la colère encore plus, lorsque l'on apprit que d'autres CRS étaient envoyés de Nantes.

Le millier de personnes encore présentes a manifesté

son soutien aux 300 ou 400 qui étaient en première ligne, en chantant l'Internationale, poing levé, et en avançant lorsque les CRS étaient obligés de reculer. Flux et reflux, l'affrontement dura de 16 h 30 à 21 h, faisant plusieurs blessés, dont quinze policiers et cinq du côté des manifestants, dont un assez gravement par une grenade offensive, un travailleur de 42 ans. Des arrestations ont eu lieu, pour la plupart des salariés dont certains devront comparaître rapidement. On ne rigole visiblement pas pour les quelques canettes de bière ou les clémentines lancées par des jeunes sur les casques des CRS !

Correspondant LO

• Guadeloupe

Jégo est arrivé... sans se presser Mais la lutte continue !



Le 30 janvier, à Pointe-à-Pitre.

Le quotidien de Guadeloupe France-Antilles a titré sa parution du mardi 3 février : « Jégo réamorçage les pompes ». Ce qui depuis des mois est réclamé par les petits patrons des stations-service, à savoir la limitation des créations de nouvelles pompes automatiques, a brusquement été possible.

Pour tenter d'affaiblir le mouvement populaire autour de Lyannaj kont pwofitasyon (LKP - Alliance contre l'exploitation outrancière) le secrétaire d'État à l'Outre-mer Jégo, venu en Guadeloupe, a donc sacrifié les intérêts du groupe de grands patrons qui veulent essaimer des pompes automatiques sur toute la Guadeloupe au nom de la libre concurrence. Il l'a fait pour affaiblir le mouvement gréviste conduit par LKP, parce qu'avec l'absence de carburants même les gens hostiles au mouvement et les non-grévistes se trouvaient immobilisés et de fait rien ne pouvait fonctionner.

Un calcul pour affaiblir la grève

Par exemple, toutes les écoles, lycées et l'université sont fermés depuis le début du mouvement sur décision du Rectorat, à la fois parce qu'il n'y avait pas de transport scolaire et que les professeurs eux-mêmes connaissaient des difficultés de transport. Le calcul de Jégo est de remettre tout le monde en circu-

lation et de voir venir, de tabler sur un affaiblissement des grévistes, de compter sur les travailleurs les moins conscients, les moins tenaces, pour isoler le mouvement dirigé par LKP.

D'ailleurs c'est très significatif, depuis son arrivée il a rencontré toutes sortes de gens, des petits aux grands patrons. Il a même organisé une rencontre avec quelques intellectuels connus, dits de la société civile : un écrivain connu, un professeur de philosophie connu, deux professeurs d'université de la mouvance indépendantiste, certains d'entre eux ont participé à un déjeuner-débat. Mais LKP, ayant eu vent de la chose, a fait savoir à ces personnes qu'il n'était pas question qu'elles s'engagent au nom du mouvement, ni qu'elles s'engagent à quoi que ce soit. Elles ont donc décidé de faire prudemment une déclaration pour dire qu'ils attendraient la fin du mouvement pour discuter avec le ministre de l'avenir de la Guadeloupe et d'autres affaires.

Le ministre affirme que, de son côté, il a pris des dispositions pour que les patrons disposent de 130 euros par salarié, sous forme d'exonérations diverses, mais que malgré ces pressions le patronat ne veut rien céder. Les assemblées de patrons pleurnichant sur leurs entreprises bloquées, dénonçant les atteintes à la liberté du travail se sont multipliées. Mais certains ont montré le vrai visage du patronat, avec des déclarations extrêmement agressives et

quasi racistes envers les grévistes.

Domota (UGTG) et Nomerin (CGTG), représentants du LKP, ont réaffirmé sur les médias que la grève des salariés continuait dans les stations-service. Ils ont dénoncé le fait que le patronat de Guadeloupe faisait traîner les négociations avec Jégo et ne faisait aucune proposition à LKP, espérant que le mouvement de grève se fatiguerait et que les salariés grévistes seraient isolés.

Les deux dirigeants syndicaux ont donc appelé de nouveau à renforcer les piquets de grève et à créer des collectifs LKP partout où c'était possible. Des meetings ont été lancés dans les communes. C'est ainsi que lundi 2 au soir à Capesterre – où Jean-Marie Normentin a été ouvrier dans les bananeraies de cette région – un meeting, dont la préparation a commencé à 15 heures, rassemblait sur la place de la Mairie, à 18 heures, près de 600 personnes.

La grève doit continuer

Les dirigeants de la grève appellent les travailleurs à tenir bon et à aller jusqu'au bout des possibilités du mouvement qui, malgré le travail de sape de Jégo, a encore beaucoup de force. Nomerin a expliqué dans une réunion : « Lorsque nous sommes en grève dans la banane ou dans les hôpitaux ou dans les municipalités, nous avons mené nos grèves alors que tout le monde circu-

lait, bénéficiait d'essence, et cela ne nous a pas empêchés de gagner. »

On peut dire que la majorité des organisations qui constituent LKP continuent à appeler à la grève et à se battre. Tout en sachant qu'après quinze jours de grève, tout repose maintenant sur la ténacité des travailleurs. Un grand meeting était appelé le mardi 3 février, devant le palais de la Mutualité. Dans les jours qui viennent, on verra quel sera la force du mouvement gréviste et du soutien populaire autour de lui.

LKP maintient ses exigences sur dix-huit points de revendications immédiats, à l'intérieur d'un cahier de revendications plus important. Dans un dernier tract du 2 février, il réclame l'augmentation des 200 euros, la baisse immédiate du prix des carburants, la baisse du prix de l'eau, de l'électricité, des transports et des produits de première nécessité... Sur le gel des loyers, Jégo a affirmé publiquement qu'il était pour. LKP réclame aussi la suppression des taxes sur les engrais, les désherbants, les semences, les aliments pour le bétail, le gazole. Ainsi que, pour aider les pêcheurs, des suppressions de taxes sur le matériel et les intrants, et la baisse du coût de ces intrants, etc.

Des premiers acquis

La grève générale et le mouvement populaire qu'elle a suscité ont déjà eu des effets positifs dans différents domaines. Mis à part le fait assez comique de voir Jégo dire qu'il était d'accord avec LKP, « Il y a trop de "pwofitasyon en Guadeloupe" » !

Ainsi, une négociation qui semblait impossible à Pôle-Emploi (fusion Assedic-ANPE) s'est engagée depuis le début du mouvement. Aujourd'hui, les travailleurs de Pôle-Emploi estiment avoir fait céder la direction sur un certain nombre de points qui semblaient jusqu'alors impossibles à satisfaire.

Les syndicats enseignants, depuis le début de la grève générale, sont en négociation permanente avec le recteur. Ils réclament, entre autres, la titularisation des emplois précaires, l'embauche de 19 professeurs d'école pour 19 classes qui sont sans professeur depuis le début de l'année. Du coup, le recteur est parti à Paris pour en discuter au ministère.

On apprend aussi des exem-

ples d'entreprises où des travailleurs ont obtenu des passages de CDD à embauche et même de travail temporaire à horaire plein, sous la seule menace de faire venir dans l'entreprise une délégation importante de LKP.

Pour l'instant, on n'a pas encore un bilan complet de tous ces cas, mais il est certain que le climat créé par la mobilisation a, dans une certaine mesure, modifié le rapport des forces entre patrons et salariés. Le gros point qu'il reste à arracher, c'est l'augmentation des salaires, qui finalement ne représentera que 70 euros sortis de la poche des patrons puisque l'État leur a déjà donné 130 euros ! Mais ce n'est pas encore gagné, car le patronat de Guadeloupe, composé de gros capitalistes Békés (héritiers directs des ex-esclavagistes) et d'un moyen et petit patronat noir qui pousse dans leur ombre, est vorace, tenace et va-t-en-guerre.

La lutte des salariés de Guadeloupe continue. Et comme le disait Jean-Marie Nomerin de la CGTG : « Nous avons déjà gagné quelque chose d'essentiel dans la présente lutte, c'est la confiance en nous-mêmes. Nous avons vu que dans nos rangs existent des hommes, des femmes et des jeunes totalement prêts à se battre pour que les choses changent en Guadeloupe. »

Nous ne pourrions pas changer nos conditions d'existence, matérielles et morales, en un seul combat. Mais nous nous battons jusqu'au bout dans le mouvement actuel pour arracher le maximum de revendications et, quelle que soit l'issue de la lutte actuelle, nous disons déjà à nos adversaires que le mouvement reprendra, et ce sera avec plus de force, plus de conscience, plus de militants et donc plus de capacité d'organisation. Alors nous exigeons encore plus que cette fois, pour parvenir à de vrais changements dans notre vie. »

Alors que se poursuit le mouvement des travailleurs de Guadeloupe, le 5 février les travailleurs de Martinique devaient s'engager eux aussi dans une grève générale, en mettant en avant la revendication de salaire de 300 euros pour tous. De nombreux travailleurs souhaitent que cette grève soit reconductible.

Pierre JEAN-CHRISTOPHE

• Martinique

Grève générale le 5 février !

Depuis des jours en Martinique, des travailleurs se disent qu'il faut faire comme en Guadeloupe : une grève générale pour réclamer les mêmes choses, des augmentations de salaire dignes de ce nom, du travail pour tous.

Aussi, dans la perspective du déclenchement d'une grève générale, dont la date a été finalement fixée au 5 février, en même temps qu'une grande manifestation, des militants ont

silloné les entreprises pour populariser l'idée d'une riposte de tous les travailleurs, sur leurs revendications et selon les modalités d'organisation de leur mouvement qu'ils décideront. Et en élisant leurs représentants pour organiser leur lutte.

Dans ce but, des assemblées générales de travailleurs se sont déjà tenues qui ont voté la grève : dans le secteur de la santé, dans des entreprises de la

métallurgie (Armat Arval à Fort-de-France, Carnier au Lamentin), parmi les travailleurs du port, dockers, portiqueurs, etc., qui ont mis sur pied une Union des travailleurs du port. Mardi 3 et mercredi 4 février, d'autres assemblées générales devaient se tenir à la zone industrielle Semair du Robert, dans la zone industrielle du Lamentin - la Lézarde...

Marianne TIBUS

• Martinique – Fort-de-France

Meeting de solidarité avec la grève générale de Guadeloupe



Lundi 2 février les organisations de gauche, d'extrême gauche et certaines organisations nationalistes ont organisé un meeting de solidarité avec les travailleurs de Guadeloupe en grève générale. Il s'agit de Combat Ouvrier, du GRS (Groupe révolution socialiste - Quatrième Internationale) qui avait pris l'initiative de ce meeting commun, du Modemas (Mouvement démocratique et écologique pour une Martinique souveraine) dirigé par Garcin Malsa, maire de Sainte-Anne d'obédience indépendantiste, du Mouvement populaire franciscain, du Mouvement populaire pour la résistance offensive en Martinique, du Palima (Parti pour la libération de la Martinique), du Parti Communiste Martiniquais, du PKLS (en français : Parti communiste pour

l'indépendance et le socialisme), du PPM (Parti progressiste martiniquais fondé par Aimé Césaire), du RDM (Rassemblement démocratique pour la Martinique), de Bâtir le pays Martinique.

Les organisations politiques martiniquaises avaient invité des membres du Kolektif Lyannaj kont pwofitasyon (alliance contre l'exploitation outrancière) de Guadeloupe. C'est Max Céleste, membre de la direction politique de Combat Ouvrier, et par ailleurs membre du Kolektif Lyannaj, qui a été délégué pour parler au nom de Lyannaj en Martinique.

Environ 250 personnes ont assisté au meeting sur la place de l'Abbé-Grégoire, dans le quartier populaire des Terres Sainvilles à Fort-de-France.

Tous ont affirmé leur solida-

rité avec la grève générale en Guadeloupe. Beaucoup attendaient des nouvelles fraîches et directes de ce qui se passe en Guadeloupe, vu que les médias masquent, déforment ou tronquent les événements. C'est pourquoi Max Céleste a expliqué l'état de la situation en insistant sur les travailleurs en grève, colonne vertébrale de l'ensemble du mouvement. Mais il a aussi insisté sur l'apport de la jeunesse des quartiers et des groupes culturels qui se joignent au mouvement et y ajoutent leur propre dynamisme. Un meeting donc intéressant et peut-être aussi contagieux pour les travailleurs de Martinique. C'est du moins ce qu'ont souhaité et espéré tous les intervenants.

P. J.-C.

• Ile de la Réunion

Le gouvernement pense aux pauvres mais préfère donner aux riches

Avant de se rendre aux Antilles Yves Jégo, secrétaire d'État à l'Outre-mer, était à nouveau présent dans l'île les 29 et 30 janvier. Il était venu faire croire aux travailleurs qu'il avait plus d'un tour dans son sac, en fait douze, pour leur redonner du pouvoir d'achat. Mais de son chapeau il n'est sorti que quelques mesurètes en faveur des plus pauvres, les principaux cadeaux étant destinés au patronat local. Rien de bien nouveau en fait.

Aux 135 000 familles à bas revenus, Jégo offre généreusement une prime exceptionnelle de 200 euros à toucher en avril, ce qui sur un an équivaut à un peu moins de 55 centimes par jour. Pour 2010 il promet un soutien à la création de 4 500 emplois aidés, qui devraient être répartis dans les différentes collectivités locales. Outre le caractère précaire de ces emplois, les communes pourraient ne pas se précipiter, estimant qu'en ce domaine les aides de l'État sont insuffisantes. Une autre mesure serait la mise en place de 50 000 billets d'avion à 400 euros (hors taxes) sous conditions de ressources, soit une aide de 160 à 180 euros par passager. À titre de comparaison, cette aide est bien en dessous des 436 euros que la Région a octroyés en 2007 à 41 000 passagers. Et surtout, dans l'esprit du gouvernement, cette mesure est avant tout destinée à soutenir les rentrées des compagnies aériennes qui sont inquiètes d'une baisse actuelle et à venir du nombre de leurs passagers. Enfin, et parmi d'autres mesures encore, Jégo a annoncé la facturation à la seconde et non plus à la minute les appels sur mobiles. En fait, il ne s'agit là que de l'extension d'une mesure déjà appliquée depuis longtemps en métropole.

Pour les patrons les propositions sont bien plus consistantes, puisqu'il est question de gros sous pour plusieurs années de suite. Le gouvernement est par exemple prêt à totalement rétablir la défiscalisation pour la construction de logements privés. Cette dernière avait été quelque peu écornée pour soi-disant amoindrir des niches fiscales trop favorables aux riches. Eh

bien, ce bel élan d'équité fiscale n'a que peu duré. Le patronat et les plus riches, qui réclamaient avec insistance le maintien de toute défiscalisation et qui en octobre 2008 avaient même manifesté devant la préfecture pour l'obtenir, ont finalement été entendus par un gouvernement qui ne leur refuse rien.

Dans la future zone franche globale sera intégré le secteur « environnement ». Cela signifie que les entreprises concernées seront exonérées à 80 % de la taxe professionnelle, de l'impôt sur les sociétés et de la taxe foncière. Les Veolia et consorts peuvent donc se frotter les mains. L'État va également accorder une aide pour la rénovation des hôtels qui se montera à 7 500 euros par chambre pour les cent premières chambres de chaque structure. Sous prétexte de soutenir le monde agricole, le prix de l'achat de l'électricité provenant du brûlage de la bagasse (un résidu provenant du broyage des cannes à sucre) sera valorisé. Cette mesure profitera peu aux petits planteurs de canne. Mais en revanche, pour les plus gros et pour les usiniers, l'affaire sera juteuse. Mesure très attendue par les entreprises du BTP, il y aura dans les 18 mois qui viennent le lancement de nouveaux gros chantiers publics pour un montant de 250 millions d'euros. Comme pour la route des Tamarins, les profits vont là encore se ramasser à la pelle !

Et voilà comment Yves Jégo, et avec lui le gouvernement, prétend répondre aux attentes du plus grand nombre : en donnant à une minorité déjà bien repue !

Émile GRONDIN

• Technocentre Renault - Guyancourt (Yvelines)

OK pour partir, mais... en manifestation

Au Technocentre Renault où travaillent 10 900 salariés, la direction avait organisé dans le bâtiment central, les 26 et 27 janvier, un Forum de l'emploi destiné aux sites de la région parisienne. Quelques semaines après avoir renvoyé 1 800 prestataires employés dans ces sites, Renault continue avec insistance à tenter de se débarrasser des salariés.

Il se trouve que le plan

Ghosn de départs volontaires n'atteint toujours pas, loin s'en faut, les 4 000 demandes. Renault tente donc d'accélérer le mouvement. Trente entreprises étaient venues y présenter des postes pour d'éventuels candidats au départ, la majorité d'entre elles, c'est un comble, prévoyant elles aussi des suppressions de postes, comme Microsoft qui supprime 5 000 postes, Safran, la SNCF

ou EADS. L'Assedic et l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) avaient également organisé des stands.

Pendant deux jours, les responsables du service du personnel de Renault ont incité les salariés à aller se renseigner. Lesquels étaient indignés par ces méthodes de démarchage direct de la part de ces entreprises, surtout pour arriver aux... Assedic.

Il n'est donc pas étonnant que l'appel de tous les syndicats à la journée d'action du jeudi 29 janvier ait rencontré du succès. Les salariés voulaient montrer qu'ils n'étaient pas prêts à partir, sauf... en grève. Les problèmes de salaire, de surcharge de travail, des mauvaises conditions de travail augmentent. Les collègues prestataires qui ne sont plus au Technocentre ont été contactés pour participer à

la manifestation. Plusieurs centaines de ces jeunes cadres ont débrayé, à la surprise de certains chefs. Environ deux cents salariés ont participé à la manifestation à Paris, avec l'ambiance.

Évidemment, face aux attaques de Renault, d'autres journées, d'autres mobilisations seront nécessaires pour imposer le partage du travail entre tous et l'augmentation des salaires.

Correspondant LO

• Renault - Flins (Yvelines)

Payer pour la crise des patrons de l'automobile, c'est non !



À l'usine Renault de Flins, plusieurs centaines de travailleurs ont fait grève le 29 janvier à l'appel de la CGT, CFDT et FO. Dans certains secteurs, comme la chaîne de montage, la production n'a pas pu redémarrer, faute de main-d'œuvre, malgré ou peut-être à cause du coup de main de nombreux chefs. Beaucoup dénonçaient le plan Ghosn : les suppressions d'emplois prévues, les licenciements de centaines d'intérimaires, la mise au chômage partiel piochant dans nos congés, voire les futures pertes de salaires

pour certains, la pression infernale induite par les suppressions de postes, pendant les périodes de non-chômage, les menaces sur les travailleurs de la sous-traitance, comme nos camarades de Visteon sur le site de Flins. Sans oublier le refus de la direction de faire partir en préretraite, comme il y a quelques années, les travailleurs de production les plus âgés et usés, ni le véritable retard pris par notre pouvoir d'achat, ni les salaires très insuffisants, surtout pour les récents embauchés.

Plusieurs bus bien remplis et

pleins d'ambiance sont partis de l'usine pour rejoindre la manifestation parisienne, où nous avons pu vérifier que, dans l'automobile, nous n'étions pas seuls à subir ces attaques. Des cortèges de Peugeot Citroën Aulnay et de collègues de la sous-traitance étaient là pour faire savoir également, à cor et à cris, leur indignation devant la politique des constructeurs automobiles et les milliards de cadeaux que le gouvernement leur consent... pour qu'ils la poursuivent.

Correspondant LO

• Lear-Lagny (Oise) – PSA-Aulnay (Seine-Saint-Denis)

Une situation aberrante

Le fabricant de sièges Lear, sous-traitant de PSA, a annoncé la fermeture prochaine du site de Lagny-le-Sec pour regrouper sa production à Cergy dans le Val-d'Oise. Mais voilà, les travailleurs s'étant mis en grève, la production ne sort plus à Lagny... et les voitures sans sièges s'accumulent à l'usine PSA d'Aulnay.

Lorsque vendredi 23 janvier les ouvriers ont cessé le travail, ayant appris que leur patron voulait fermer l'usine de Lagny, PSA et Lear ont pris peur et dès le week-end ils essayaient de s'organiser pour court-circuiter le site de Lagny. Le lundi, PSA n'envoyait plus aucun camion prendre les sièges sur ce site. Dans le week-end, Lear récupérait les palettes qui servent au transport des kits de siège dont ils avaient besoin pour alimenter l'usine d'Aulnay à partir du site de Lear à Cergy et d'un stock à Madrid. Mais cela s'avère largement insuffisant, et seule une petite quantité de sièges arrive à Aulnay.

Alors, la direction de PSA

continue de faire produire des voitures sans sièges – en faisant simplement installer des faux sièges qui permettent de conduire la voiture jusqu'aux parkings. Le stock de faux sièges étant faible, le patron a embauché des intérimaires chargés de démonter les faux sièges sur les parkings, de les charger dans une camionnette et de les ramener à l'atelier du Montage pour qu'ils soient réutilisés !

Il y avait en début de semaine, le 2 février, presque 5 000 voitures sans sièges sur les parkings d'Aulnay. En fait, pour la Citroën C3, Lear à Cergy n'arrive pas à fournir. Pour la C2, la seule machine qui permette de fabriquer des sièges est à Lagny. Tant que cette usine est arrêtée, la production ne peut se faire. Même si le patron de Lear décidait de rapatrier ses palettes à l'usine, il n'est pas du tout certain que les ouvriers accepteraient de reprendre la production. D'autant que la direction fait tout pour aggraver la colère des ouvriers : ainsi le DRH a osé

proposer 2 500 euros d'indemnités de licenciement aux travailleurs de Lear – ce qui l'a amené à devoir quitter les lieux un peu plus vite qu'il n'aurait voulu. À la suite de quoi la direction propose 12 500 euros pour que les ouvriers s'engagent à fabriquer les sièges jusqu'à la fin du modèle C3, qui doit s'arrêter en cours d'année, et elle est « montée » à une indemnité de licenciement de 20 à 25 000 euros.

La situation est réellement délirante : les voitures produites à Aulnay (C2 et C3) se vendent bien, et il faut un délai de plus de trois mois pour en obtenir une. Et au même moment, on ferme l'usine qui en fabrique les sièges ! Les patrons du secteur automobile ne peuvent même pas, cette fois, invoquer la crise. Du travail, il y en a tellement à Aulnay que le patron demande aux ouvriers de travailler le samedi... tout en laissant un de ses principaux sous-traitants jeter 300 salariés à la porte, ou en l'incitant à le faire.

Car PSA, en tant que don-

neur d'ordre, est évidemment le principal responsable de la situation. Son calcul était que, si la production de Lear était centralisée à Cergy, cette usine pourrait approvisionner Aulnay et Poissy, ce qui représenterait une économie pour Lear, et donc pour PSA.

Avec ses milliers de véhicules invendables stockés sur ses

parkings, PSA paye aujourd'hui le prix de sa politique aberrante de filialisation et de sous-traitance à tout-va. Il faut espérer que les ouvriers de Lear sauront tirer profit de cette situation pour se faire respecter et faire ravalier leur arrogance aux patrons de Lear et de PSA.

Correspondant LO

• Rectificatif

À propos du démantèlement de la SNCF

C'est par erreur que nous avons écrit, dans un article consacré aux transports en commun de l'Île-de-France, publié dans le numéro 2112 du 23 janvier 2009 de *Lutte Ouvrière* : « C'est un gouvernement socialiste qui avait coupé en deux la SNCF ». En fait, la décision de séparer Réseau ferré de France (RFF), devenant propriétaire du réseau ferré, du reste de la SNCF a été prise en février

1997, par un gouvernement de droite dirigé par Juppé. Cette décision avait alors été critiquée par la gauche, en particulier par le PCF.

En revanche il est vrai que, lorsque celle-ci devint majoritaire en juin 1997 et que Jospin, Premier ministre, nomma le dirigeant du PCF Jean-Claude Gayssot au poste de ministre des Transports, il ne revint pas sur cette décision.

• La Poste – Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine)

La grève des facteurs continue et s'étend à d'autres bureaux

Les postiers de Boulogne-Billancourt qui se sont mis en grève le 12 janvier continuent leur mouvement contre une réorganisation appelée Facteurs d'Avenir. Celle-ci entraînerait la suppression d'une douzaine de tournées et l'instauration d'un auto-remplacement, qui consisterait à faire effectuer le travail des facteurs absents par les présents, en augmentant leur tournée.

Cela fait plus d'un an que La Poste met en place cette réorganisation en visant tous les centres les uns après les autres, avec comme but affiché de supprimer des emplois. Cela suscite la plupart du temps le mécontentement des facteurs, et c'est le cas à Boulogne où la grève dure maintenant depuis plus de trois semaines.

Depuis le début de la grève les grévistes de Boulogne vont s'adresser aux postiers des autres centres des Hauts-de-Seine pour essayer de les entraîner dans le mouvement. Ils y ont rencontré un réel écho puisque depuis la semaine dernière, petit à petit, des postiers des centres de Rueil-Malmaison, Colombes, Courbevoie,

Bourg-la-Reine, Clamart et Bagneux les ont rejoints.

Après s'être réunis chaque matin dans leur propre centre, les grévistes se retrouvent pour une assemblée commune.

De son côté la direction de La Poste tente de faire distribuer par des renforts extérieurs une partie du courrier, en priorité celui des entreprises, et elle demande aux usagers de Boulogne de venir chercher eux-mêmes leurs recommandés.

Après avoir fait aux grévistes de Boulogne des propositions qui maintenaient les suppressions d'emplois et l'auto-remplacement et qui ont été rejetées, face à un mouvement qui s'étend, elle essaie maintenant d'intimider les grévistes en attaquant en justice certains d'entre eux pour une prétendue entrave à la liberté du travail. À l'issue de l'audience, mardi 3 février, le juge du tribunal de grande instance a nommé un médiateur.

Il n'est pas dit que tout cela suffira à impressionner les grévistes et à affaiblir leur détermination.

Correspondant LO

• Dijon

Facteurs en grève



Depuis le lundi 26 janvier les facteurs de la ville de Dijon sont à 90 % en grève illimitée pour revendiquer principalement la création de 12 tournées ainsi qu'une prime équivalant à 130 heures de travail. La détermination d'un « noyau dur » leur a permis d'entraîner les autres services qui revendiquent eux aussi des créations d'emplois : ce sont les pilotes de machine de tri, les collecteurs et remiseurs du courrier d'entreprise, les employés du tri du matin qui prennent leur service à 4 h 30 et qui fonctionnent à des effectifs de moins six ou moins sept sur une brigade de quatorze.

Cette révolte est le résultat d'une restructuration qui a eu lieu en juin 2008. À cette époque, la direction a supprimé 52 emplois sur 300 personnes. Elle justifiait ces suppressions en expliquant que la mécanisation du tri améliorerait les conditions de travail, tout cela

accompagné de promotions. Mais la réalité est bien différente, car certains font régulièrement entre une heure et deux heures supplémentaires, non payées, et souvent sans pouvoir manger à midi.

Dès le début de la grève, il y a eu des piquets de grève communs pour les deux centres de Dijon, Agglo-Nord et Joliet : dès 4 h 15 à Agglo-Nord puis à 6 h 30, tout le monde redescend sur Joliet pour mettre un maximum de gens en grève. Toutes les décisions sont prises et votées en assemblée générale ; dès le mardi 27 des délégués des grévistes ont été élus pour accompagner les syndicats aux négociations, négociations qui pour le moment ne donnent rien.

Le mardi 27 janvier La Poste a embauché des intérimaires mais le piquet leur a expliqué qu'ils risquaient de casser la grève. La plupart d'entre eux sont alors repartis chez eux. Le

jeudi 29 janvier, devant le fait que la direction réquisitionnait des cadres pour leur faire faire le travail, une gamelle a été instaurée : c'est la « gabelle », comme l'appellent les grévistes, pour les alimenter en saucisses, merguez, boissons chaudes... Certains cadres ont donné 20 euros et même un cadre de la direction s'est senti obligé de donner 10 euros.

Le maire PS de Dijon, Rebsamen, aurait contacté le préfet pour nommer un médiateur, car la direction n'en mène pas large actuellement : en effet, 400 000 « clients » sont en instance.

Les grévistes se sont adressés aux autres postiers et facteurs des environs. Devant cette détermination, les syndicats ont dû se résoudre à déposer un préavis départemental de grève illimitée, ce qu'ils s'étaient jusqu'à refusés à faire. Le préavis partira du jeudi 5 février.

Correspondant LO

• Banque Dexia

Après les subventions, les suppressions d'emplois

Lors de la journée d'action du 29 janvier, des travailleurs de la banque Dexia ont manifesté contre les suppressions d'emplois annoncées : 900 au total, dont 350 en Belgique, près de 250 en France et une centaine au Luxembourg. Ces trois États avaient volé au secours de la banque en octobre dernier, à hauteur de 6,4 milliards d'euros.

Dexia voudrait donc supprimer des emplois, sans même justifier de l'utilisation des milliards d'argent public qu'elle a reçus. On n'a même pas entendu dire que les collectivités locales, à qui Dexia prête de l'argent, bénéficieraient de la bouffée d'oxygène dont nombre d'entre elles auraient grand besoin au moment où elles votent leur budget.

Les gouvernements se refusent à exercer un contrôle sur ce

que devient l'argent public et s'en remettent aux décisions d'une banque dont ils connaissent d'ailleurs fort bien les dirigeants puisque l'un est un ancien Premier ministre belge, l'autre était un collaborateur direct de Sarkozy quand celui-ci était ministre du Budget.

La direction de la banque déclare mettre à contribution « actionnaires, dirigeants et salariés, pour que tous aident à rendre à Dexia une assise solide ». Pourtant, ce ne sont pas les salariés, mais les dirigeants de la société qui, pendant des années, ont préparé des cocktails composés des prêts aux collectivités locales et de titres spéculatifs qui rapportaient gros aux actionnaires. Il a fallu l'éclatement de la bulle le 30 septembre dernier pour que Dexia avoue détenir 7,3 mil-

liards de dollars de titres de type « subprime » et 3,5 milliards de dollars d'autres titres financiers à risques.

Il n'y a donc aucune raison pour que les salariés acceptent des sacrifices pour payer les frasques des capitalistes, que ce

soit sur les emplois ou sur les salaires.

Jean SANDAY

Plus fort que Sarkozy, cela reste dérisoire

Alors que Dexia annonce des pertes, elle va proposer à l'assemblée des actionnaires de ne leur verser aucun dividende pour 2009. C'est « exceptionnel », précise la direction. Elle supprime les primes aux dirigeants pour l'année 2008 et annonce une baisse de leur rémunération en 2009, sans toutefois préciser les montants. Ces mesures permettent aussi à la direction de justifier une baisse des primes du personnel, y compris pour les petits salaires.

Si Dexia va au-delà de ce

que Sarkozy demande aux dirigeants des banques pour modérer leurs suppléments de rémunération, cela ne fait que souligner à quel point le prétendu coup de colère présidentiel contre les bonus exagérés est dérisoire pour des banques qui ont accumulé des bénéfices gigantesques.

Depuis 2000, Dexia a déclaré plus de 14 milliards d'euros de bénéfices, dont la moitié rien que sur les trois années 2005 à 2007. « Depuis sa création, Dexia a mené une politique de croissance régulière

du dividende », peut-on lire dans le rapport financier de 2007. Cette année-là, 42 % du bénéfice a été distribué aux actionnaires.

Aussi, quand Dexia voudrait justifier les suppressions d'emplois par la nécessité d'économiser 200 millions d'euros, c'est une mauvaise plaisanterie, qui évite d'avoir à chercher à récupérer ne serait-ce qu'une partie des milliards distribués aux actionnaires.

J.S.

• Alcatel-Lucent – Ormes (Orléans)

Ça fait trop longtemps que ça dure

Au centre Alcatel-Lucent d'Ormes, nous étions 120 à participer au débrayage appelé par les syndicats lors de l'ouverture des discussions salariales qui se tenaient en région parisienne.

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour connaître par téléphone les projets de la direction pour l'année 2009 : aucune

augmentation de salaire. Même si beaucoup ne se faisaient guère d'illusion, ce 0 % a été ressenti comme une provocation de la part de cette nouvelle direction.

Nous sommes donc partis faire un tour des services, son en tête, pour informer et convaincre le reste des 250

sédentaires que compte le site. Et, preuve que les choses sont peut-être en train d'évoluer, nous étions 50 sous la banderole Alcatel-Lucent lors de la manifestation de la région orléanaise le 29 janvier.

Pendant ce temps-là, notre nouveau directeur nous poste des messages de Davos, la sta-

tion de ski suisse qui sert de lieu de rencontre aux riches de la planète. Il nous dit qu'il faut que nous changions : « *On a encore trop souvent l'impression que "l'ennemi" est à l'intérieur de l'entreprise et non à l'extérieur.* » Pourtant, ce n'est pas qu'une impression.

L'ennemi de l'emploi est

réellement à l'intérieur. Après s'être appelé Tchuruk, puis Russo, il s'appelle maintenant Ben Verwaayen. Il ne faudra pas que ces gens-là s'étonnent si les travailleurs d'Alcatel-Lucent sont encore plus nombreux lors des prochains débrayages.

Correspondant LO

• Société de Raffinage des Flandres Total – Dunkerque

Ne pas perdre la vie en venant la gagner

Jeudi 29 janvier, à Dunkerque, un camion de vidange de la société Ortec, entreprise sous-traitante de Total, devait récupérer des boues d'une aire de lavage dans un bâtiment de maintenance d'entreprises extérieures. Il semble que la citerne du camion n'était pas vide et que, en vidangeant le bac de rétention, elle ait laissé s'échapper un nuage de gaz d'hydrocarbures. Celui-ci a explosé, détruisant une grande partie du bâtiment. Un ouvrier de l'entreprise Ortec, âgé de 33 ans, est mort et il y a trois blessés graves par brûlures, appartenant à l'entreprise Ortec et à la société de maintenance Endel. Ce camion de vidange est utilisable pour effectuer des vidanges d'égouts ou autres fosses de rétention, mais certainement pas pour récupérer des acides ou des hydrocarbures, ce qui semble se produire souvent.

Sur le même site, une semaine plus tôt, le 22 janvier, un conducteur de camion avait été retrouvé mort à son volant. Il s'était plaint de malaises et il avait été retrouvé inanimé une heure plus tard. En 2004 aussi, il y a eu un mort et un blessé grave lors du redémarrage d'une installation alors que ces deux ouvriers travaillaient encore sur une vanne.

Le 4 janvier dernier, un opérateur de la raffinerie de Provence Total de La Mède est mort gazé par une intoxication à l'hydrogène sulfuré, à la suite d'une défaillance d'instrumentation, alors qu'il intervenait sur une vanne. Suite à cet accident

mortel, un débrayage du personnel de Total avait eu lieu pour protester contre l'insécurité qui règne dans toutes les raffineries.

La situation se dégrade en effet d'année en année par manque d'entretien et d'investissement. Et le PDG de Total, M. de Marjorie, vient encore d'exiger une baisse de 20 % des coûts de maintenance !

Le directeur de la raffinerie des Flandres cherche à minimiser le danger en déclarant : « *Nous n'avons jamais connu d'accident aussi grave sur le site* »... Mais la raffinerie des Flandres est non seulement classée à très haut risque, elle se situe dans une zone industrielle à proximité d'autres entreprises dangereuses, notamment pétrochimiques.

Le 23 février doit se tenir le procès de Total pour l'explosion d'AZF à Toulouse. Lors de cette catastrophe, il y a eu des dizaines de morts et de nombreux blessés. Cela n'a pas servi de leçon aux dirigeants de Total et leur seule préoccupation reste de rentabiliser au maximum des installations, même dangereuses, en rognant sur les investissements, en réduisant l'entretien et en diminuant le personnel.

Les capitalistes sont décidément dangereux pour tout le personnel et aussi pour la population des alentours.... Sauf si ceux-ci interviennent pour imposer que leur vie passe avant les profits.

Claude THIÉRAM

• Catastrophe ferroviaire de Zoufftgen (Moselle)

Lourdes condamnations pour les lampistes



Quatre cheminots luxembourgeois ont été condamnés, le 29 janvier dernier, à des peines de prison – deux avec sursis et deux à de la prison ferme, 24 et 46 mois. De lourdes peines pour une faute non intentionnelle. Ils ont été jugés responsables de la catastrophe ferroviaire de Zoufftgen, en octobre 2006, qui avait provoqué la mort de six personnes – dont les conducteurs des deux trains qui sont entrés en collision frontale – et en avaient blessé seize autres.

Ce mercredi 11 octobre 2006, vers 11 h 40, un TER reliant Luxembourg à Nancy redémarrait après un arrêt en gare de Bettembourg (au Luxembourg) bien que la signalisation soit au rouge : le conducteur avait reçu du poste d'aiguillage l'autorisation de franchir le feu rouge alors qu'un train de fret SNCF était déjà engagé sur la voie rendue unique du fait des travaux de renouvellement du ballast sur la ligne. Un ordre donné par erreur, sans respecter toute la procédure prévue, sans se rendre compte aussi que le

train de marchandises déjà engagé était en retard. Mais les employés du poste de triage se sont tout de suite rendus compte de leur erreur qu'ils ont tenté de réparer, sans pouvoir y parvenir.

Prévenir les conducteurs des deux trains qu'ils étaient face à face ? Il n'y avait pas moyen. Le chef de poste de Bettembourg a bien déclenché une alerte par radio sol train (RST) mais elle n'a pas été reçue par le conducteur du train de voyageurs – là aussi du fait d'une zone blanche liée aux frontières.

Couper l'alimentation électrique pour stopper les trains ? Impossible en raison des alimentations électriques différentes des deux pays, d'ailleurs le convoi luxembourgeois était déjà passé sous alimentation française, et donc hors de sa portée.

La direction des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) n'a pas été mise en cause par la justice luxembourgeoise qui n'avait inculpé dans cette affaire que six cheminots. Pourtant, lors de la catas-

trophe, les syndicats de cheminots avaient protesté contre les risques calculés que les sociétés de chemins de fer (CFL et SNCF) faisaient prendre aux cheminots comme aux usagers. Ils avaient dénoncé la saturation du réseau et les problèmes de sécurité que pose la persistance des frontières sur les lignes de chemin de fer avec des systèmes de sécurité différents et pas forcément compatibles. La CGT demandait en particulier que les travaux ne soient pas fait de jour sur cette ligne où la circulation des trains est très dense.

Le tribunal a condamné des lampistes. Pas les États européens qui n'ont eu aucune difficulté pour interconnecter le marché des capitaux, mais en ont bien plus pour connecter les réseaux de chemin de fer. Le procès de ceux qui décident de donner des centaines de milliards aux banquiers plutôt que pour faire fonctionner les services publics n'était pas du tout à l'ordre du jour du tribunal correctionnel du Luxembourg.

Étienne HOURDIN

• Universités

La mobilisation s'étend

La mobilisation s'amplifie dans les universités. Dans la plupart des établissements, des assemblées générales se sont réunies, regroupant de quelques dizaines à plusieurs centaines d'enseignants, et se lançant presque toujours dans une forme d'action ou dans une autre. Depuis lundi 2 février, à l'appel de la coordination nationale, nombre d'enseignants ont voté pour de bon la grève reconductible et, depuis, n'assurent plus leurs cours. Il n'est pas rare que les étudiants appuient cette mobilisation et commencent eux aussi à donner de la voix et du pied, à en juger par leur présence non négligeable dans les manifestations du 29 janvier.

Dans le milieu des enseignants-chercheurs, c'est la première fois depuis 1968 qu'on assiste à une telle contestation, et bien des actuels grévistes et manifestants n'avaient même jamais participé à une journée de grève au cours de toute leur carrière.

Mais la morgue du gouvernement, l'arrogance avec laquelle il veut imposer une remise en cause complète des conditions d'enseignement et de recherche, le sentiment de devenir un pion dans les stratégies des présidents d'université transformés en managers tout-puissants, ont décidé beaucoup d'universitaires à franchir le pas. Quant aux étudiants, ils sont nombreux à comprendre que, derrière l'attaque contre le sta-

tut de leurs enseignants, se profile la réduction programmée de la quantité et de la qualité de l'enseignement supérieur.

La coordination nationale des enseignants-chercheurs, réunie lundi 2 février, a unanimement appelé à poursuivre le mouvement et à l'élargir. Elle a programmé deux journées de manifestations, dont une nationale le mardi 10 février, et exige le retrait sans conditions des mesures gouvernementales.

Pour l'instant, la ministre Valérie Pécresse prend le mouvement de haut et affirme qu'elle ne cédera pas un pouce de terrain. Mais cette mobilisation est d'ores et déjà un désaveu cinglant de sa politique. Et comme elle est sur une pente nettement ascendante, les ennuis du gouvernement ne font sans doute que commencer.

Jean RAYNARD



Lors de la manifestation du 29 janvier, à Paris.

Début de la grève à l'université de Strasbourg

Lundi 2 février a débuté à Strasbourg le mouvement de grève appelé par les enseignants-chercheurs. Plusieurs secteurs comme droit, lettres, histoire, géographie, langues, mathématique et informatique ont, lors d'assemblées générales, voté la grève reconductible des cours. Ils exigent le retrait du décret modifiant le statut d'enseignant-chercheur et le retrait du projet de « masterisation » du Capes.

Dans plusieurs réunions organisées au sein des différentes unités de recherche et de formation étaient aussi présents des chercheurs et des membres du personnel non-enseignant, qui le 29 janvier avaient été relativement nombreux à participer à la manifestation ; ils ont exprimé leur inquiétude et leur mécontentement au sujet de la casse des organismes publics de recherche comme le CNRS et de la fonc-

tion publique en général, mais également au sujet des bas salaires qui concernent beaucoup d'ouvriers de services, de techniciens et de personnels administratifs.

Dans l'après-midi, une assemblée générale de près de 800 personnes a réuni des membres du personnel et principalement des étudiants. Ceux-ci ont apporté leur soutien au mouvement des enseignants-chercheurs et ont remis

en cause la loi d'autonomie des universités, la LRU, votée en 2007, qui ouvrait la porte aux attaques en cours et contre laquelle ils s'étaient battus alors.

Pour la suite du mouvement, il faut aussi se préparer à accueillir, comme il se doit, la ministre Valérie Pécresse, censée venir inaugurer la nouvelle Université de Strasbourg jeudi 5 février.

Correspondant LO

• Écoles de l'académie de Paris

Des suppressions annoncées mais pas forcément acceptées

La journée du 29 janvier à Paris dans l'enseignement primaire et maternel a été particulièrement bien suivie : 68 % des enseignants étaient en grève et deux cents écoles sur cinq cent soixante étaient fermées. Cela montre le mécontentement.

En assemblée générale, les professeurs ont discuté du gel de « l'aide personnalisée », ces deux heures dues depuis la suppression des samedis matins. Il s'agit surtout de désavouer le ministère sur cette suppression de deux heures d'enseignement pour tous mais aussi de refuser la suppression des 1 500 postes

d'enseignants spécialisés au niveau national.

Peu avant la manifestation du 29 janvier, l'inspecteur d'académie a annoncé les mesures de « carte scolaire », c'est-à-dire les fermetures. Et les coupes sont importantes : 72 postes de Rased (réseaux d'aide aux enfants en difficulté scolaire ou comportementale) sur près de 300 à Paris passent à la trappe. Les maîtres spécialisés sont contraints de prendre des classes normales, d'autres sont en « surnuméraire ». Pour eux tout laisse à penser qu'ils remplaceront les instituteurs partant en retraite.

Les mauvais coups du

ministère ne s'arrêtent pas là. Les 37 postes en CAPP (centres d'adaptation psychopédagogiques) sont supprimés. Actuellement, ils encadrent gratuitement 3 000 enfants de 3 à 16 ans en difficulté, sur et hors temps scolaire dans les arrondissements les plus populaires de Paris, uniquement. Ils sont financés par le ministère de la Santé et l'Éducation nationale. Les personnels des CAPP étaient fortement mobilisés contre cela.

C'est clairement une attaque en règle contre les familles les plus modestes qui n'auront plus aucun moyen gratuit de faire accompagner leurs enfants s'ils

sont en difficulté.

À ces suppressions s'ajoutent aussi des postes de professeurs de langues et des fermetures pures et simples de classes, alors que l'on sait que les élèves entrant en maternelle ou en primaire seront plus nombreux en septembre 2009 : au moins 14 000 sur le pays. À Paris quatre postes sont prévus pour faire face à l'augmentation de la démographie !

Les écoles où les effectifs avoisinaient les vingt-cinq élèves par classe risquent donc de se retrouver à 27, 28 voire 30 élèves et sans aide de maîtres spécialisés.

Pourtant tous les institu-

teurs sont unanimes pour reconnaître qu'au-dessus de 25 élèves par classe, en élémentaire, on ne peut guère aider les élèves perdant pied. Et ne parlons pas des classes maternelles où l'apprentissage de la socialisation et des notions de base ne peut passer que par un petit effectif.

La mobilisation devrait continuer par une grève des enseignants parisiens le jeudi 12 février pour protester devant le rectorat à l'occasion du Conseil départemental de l'Éducation nationale.

Correspondant LO

• Russie

Arsenal répressif renforcé

En Russie où, depuis 2000, Poutine a entrepris d'instaurer sa « dictature de la loi », le nationalisme d'État est redevenu le credo des milieux dirigeants. Encensant le passé tsariste et le régime stalinien, l'armée, la police et l'Église orthodoxe, les autorités usent du « patriotisme » pour intoxiquer la population et museler l'opposition.

Le gouvernement prépare ainsi une loi qui permettra de traîner devant une cour spéciale n'importe quel opposant, « l'incitation à des troubles à l'ordre public » étant assimilée à une « trahison ». Cela s'ajoutera aux dispositions réprimant « l'extrémisme », une notion des plus floues déjà largement utilisée contre des manifestants ou des syndicalistes. Sans oublier les attaques physiques, voire les assassinats dont sont périodiquement victimes des opposants, des journalistes, des avocats. Ainsi, le 18 janvier, un défenseur des droits de l'Homme, qui venait de dénoncer la remise en liberté d'un colonel meurtrier d'une jeune Tchétchène, a été abattu en plein jour à Moscou, de même qu'une journaliste qui se portait à son secours.

La crainte du pouvoir face aux travailleurs

Le pouvoir russe frappe déjà tout ce qui bouge. Et s'il renforce son arsenal répressif légal, c'est qu'il a quelques raisons de craindre le développement de conflits sociaux en réaction à la crise mondiale.

Régulièrement, les principaux médias russes – tous plus ou moins contrôlés par les autorités – détaillent les mesures « anticrise » que celles-ci disent prendre. « Dans presque chaque région siège un état-major de crise », écrivait un hebdomadaire fin 2008. Il citait des gouverneurs, disant être tenus par le Kremlin de lui faire un rapport quotidien sur la situation sociale. Ils auraient aussi reçu l'ordre, quand une entreprise de leur

région menace de fermer, de l'inciter à mettre son personnel en chômage technique, puis à l'indemniser, en la menaçant de perdre ses subventions si elle n'obtempère pas.

Ici ou là, des directions indemnisent parfois le chômage partiel jusqu'aux deux tiers du salaire. Mais c'est loin d'être la règle dans toutes les branches. Et les travailleurs le savent car, malgré le silence des télévisions sur le sujet, les cas de chômage non indemnisé et de licenciements se multiplient. Pour ne prendre que des exemples très récents, citons l'usine de machines de Maïkop ; OuAlZ, une usine d'aluminium dans l'Oural ; le combinat Gdov près de Pskov ; la verrerie Natalinski dans la région de Sverdlovsk ; Avtomotor à Kaliningrad ; la compagnie des charbons de Tcheliabinsk ; Avtovaz, le géant automobile de Togliatti...

8 à 10 millions de chômeurs...

Le phénomène a pris une telle ampleur que les autorités engagent parfois des poursuites pour infraction au code du travail contre telle ou telle direction, ce qui ne change pas grand-chose, bien sûr. De 4 millions de chômeurs inscrits en 2008, on est passé à 5,8 millions, plus... 6 millions de chômeurs non inscrits, selon un vice-ministre. Et les experts estiment que d'ici fin 2009 les chômeurs « officiels » seront 8 à 10 millions, sur une population de 145 millions de Russes !

Et il y a la fonte du pouvoir d'achat. Car les salaires sont gelés tandis que, dans ce pays qui importe la plupart de ses marchandises, le rouble a perdu près de 40 % de sa valeur par rapport à l'euro et au dollar depuis l'été dernier !

Alors, il ne faut pas s'étonner que la contestation sociale, encore limitée, s'étende. Le 31 janvier, des manifestations contre la politique gouvernementale ont eu lieu dans diverses grandes villes, regroupant quelques

milliers de participants à chaque fois. Mais, il arrive que ces mouvements prennent un autre caractère. Ainsi en décembre à Vladivostok, le grand port de l'Extrême-Orient russe, où les policiers locaux ont refusé de s'en prendre à des manifestants dont ils partageaient sans doute les revendications. Ou encore, le 18 janvier à Toutaev, près de Iaroslavl, sur la Volga, dont la population, solidaire des ouvriers que leurs usines menacent de licencier, a coupé les voies de communication, malgré l'envoi d'Omon (CRS russes) pour prévenir « le risque de désordres de masse », selon les autorités. Avec d'ailleurs, le 1^{er} février, une nouvelle manifestation contre les licenciements, cette fois à Iaroslavl, la capitale régionale.

Des clignotants sociaux au rouge ?

Alors, dans le même temps où « le Kremlin fait savoir (...) qu'il ne faut pas licencier », écrivait un numéro de l'édition russe de *Newsweek* consacré à la crise, il a remis en vigueur un système de cartes du pays semées de « clignotants rouges pour avertir des conflits sociaux », comme au temps d'Eltsine. Et, mi-janvier, plusieurs journaux ont consacré de pleines pages aux violentes manifestations suscitées en Lettonie et en Bulgarie par les politiques des gouvernements locaux avec des titres comme : « La protestation s'est mise en marche – l'Europe de l'Est entre dans une zone de désordres de masse ».

Les dirigeants russes, leurs organes de répression et leurs médias s'y préparent. Mais rien ne dit que les travailleurs se laisseront faire sans réagir, comme on l'a vu à Toutaev où des manifestants ouvriers arboraient une banderole proclamant : « Que ceux qui en sont responsables paient la crise ! »

Pierre LAFFITTE

L'effondrement de l'économie russe

Au moment même où, à Davos, Poutine vantait le « libéralisme » censé permettre à la Russie de se développer, le rouble chutait. Une nouvelle fois. Car, depuis le mois d'octobre, où les autorités russes juraient encore qu'elles ne dévalueraient pas leur monnaie, celle-ci en est à une dizaine de dévaluations de fait.

Sa valeur a fondu presque aussi vite que la valeur des rentrées en devises que l'État russe, et les privilégiés qui lui sont associés, retirent de leurs exportations : des exportations où le pétrole, le gaz et les autres matières premières, dont les cours mondiaux se sont effondrés, représentent 80 %.

Parallèlement, mais ce n'est en rien une consolation pour les travailleurs qui en sont victimes, la fortune des nouveaux riches et autres « Nouveaux Russes », de ces affairistes liés au pouvoir dont les plus riches étaient nommés « oligarques », a également à ce point fondu qu'un journal britannique a récemment parlé de la « splendeur perdue des « minigarques » ». Un certain nombre de ces milliardaires préfèrent en effet séjourner à Londres (ou à New York, ou à Paris, etc.) plutôt qu'en Russie, dans les grandes villes des États impérialistes, là où ils ont placé une grande partie de ce qu'ils ont volé, et volent encore en Russie.

Bien révélatrice de cet état de choses est la remarque, citée par *Le Monde*, d'un ancien vice-président de la Cour des comptes russe : durant la dizaine d'années de flambée des cours des matières premiè-

res, et disait-on d'enrichissement de la Russie, « nous n'avons même pas été capables de construire une seule usine de papier ». Au point que, dans ce pays qui a les plus grandes forêts du monde, on importe désormais le papier, sinon la matière première que l'on a sous la main, la pâte à papier !

« L'effondrement est devenu évidence – la production chute et elle n'a plus rien à quoi s'accrocher » titrait, le 16 décembre dernier, le principal quotidien d'affaires russe, *Kommersant*. Depuis, chaque jour apporte son lot de mauvaises nouvelles : le rouble continue à chuter, des entreprises ne tournent plus qu'au ralenti, d'autres licencient, la fuite des capitaux – « stoppée » par la première dévaluation, clamait le gouvernement – continue de plus belle (290 milliards de dollars depuis l'été). Et plus du tiers des réserves en devises et en or de la Banque centrale, 215 milliards de dollars, a été englouti depuis septembre dans le soutien au rouble.

« La situation est sous contrôle » vient d'affirmer le vice-premier ministre russe Chouvalov. Une mauvaise plaisanterie ! À moins que ce ne soit une forme de franchise. Car pour ce qui est des centaines de milliards « évaporés » en quelques mois, une chose est certaine : ils ne sont allés ni à la population ni même au « soutien de l'économie », mais dans les poches des bureaucrates et affairistes de tout poil. Coule le navire, son pillage reste sous leur contrôle !

P.L.

Un académicien... « extrémiste »

Récemment, un membre du département économie et politique sociale de l'Académie des Sciences de Russie a publié, dans un journal proche du Kremlin, un article intitulé « Novotcherkask-2009 ».

Novotcherkask est une ville du sud du pays où, en 1962 sous Khrouchtchev, une insurrection ouvrière avait répondu à de fortes hausses de prix. L'article la décrivait aujourd'hui comme une des « 700 cités russes où domine une entreprise industrielle majeure », en envisageant « les problèmes sociaux qui pourraient en résulter si la crise économique devait s'aggraver ».

Dès la parution de l'article, les services de Poutine informèrent l'auteur de ce que « le

gouvernement se servirait de son étude pour son plan de gestion anticrise ». Mais quinze jours plus tard, le ton changeait. L'Inspection fédérale des médias, une super-censure qui a le pouvoir de faire fermer un journal ou une chaîne de télévision, notifia à la rédaction que l'article publié « pouvait être considéré comme une incitation à des actes extrémistes ». Une « incitation » qui se paie habituellement d'emprisonnement.

L'affaire a fait du bruit, car l'académicien a fait connaître sa mésaventure. Reste que cet incident est révélateur de la nervosité des autorités face même à l'évocation de « désordres » sociaux massifs.

P.L.

• Grande-Bretagne

Grève contre l'emploi de travailleurs étrangers Les leaders syndicaux détournent le mécontentement

Fin janvier, une grève doublée de manifestations a éclaté sur vingt sites situés aux quatre coins du territoire britannique, Irlande du Nord comprise, englobant plus de 15 000 ouvriers qualifiés, employés à la tâche au gré des besoins des entreprises sous-traitantes sur des chantiers de construction, de rénovation ou de grosse maintenance – centrales électriques, raffineries, unités de la chimie et sidérurgie lourde, etc.

Depuis plus d'un an que les emplois valent du fait de la crise, c'est la première fois que se produit une telle mobilisation contre la montée du chômage. Et cela rend d'autant plus inquiétant le fait que ses instigateurs, les leaders des syndicats Unite et GMB, aient fait le choix de le placer sur le terrain du chauvinisme, en reprenant à leur compte un slogan lancé il y a quelques mois par le Premier ministre Gordon Brown : « *Les emplois britanniques aux travailleurs britanniques* » !

Cela fait trois mois que Unite et GMB mènent une campagne partout où ces travailleurs sont concentrés. Sous prétexte de lutter contre le chômage, ils invitent les ouvriers à se mobiliser pour imposer aux entreprises sous-traitantes d'embaucher en priorité des ouvriers anglais, au lieu de faire venir des travailleurs

du continent.

Le 28 janvier, cette campagne démagogique a abouti à ce que 800 ouvriers du chantier d'une unité de désulfurisation de la raffinerie Total de Lindsey, dans le nord de l'Angleterre, se mettent en grève contre la présence d'une centaine d'ouvriers italiens. De là, le mouvement a fait tache d'huile et, en moins de 48 heures, une vingtaine de sites s'y sont joints par solidarité, bien qu'une grande partie ne compte aucun ouvrier étranger.

Cette politique scandaleuse des syndicats ne peut évidemment que faire le jeu du patronat, en dressant les travailleurs les uns contre les autres et en empoisonnant l'atmosphère dans leurs rangs, au lieu de les unir pour imposer un emploi et les mêmes conditions pour tous. Elle fait aussi le jeu de la racaille d'extrême droite, qui ne se prive

pas de reprendre à son compte les slogans des syndicats devant les piquets de grève.

Cette politique réactionnaire est malheureusement conforme à la politique des appareils syndicaux depuis le début de la crise. Ils ont surtout brillé par leur silence, chaque fois que des travailleurs menacés de licenci-

beaucoup vus mendier, au nom du patronat, des subventions auprès du gouvernement pour « *sauver l'industrie britannique* ». En dévoyant la colère des sous-traitants de la construction sur le terrain du chauvinisme, les leaders syndicaux ne font que poursuivre la même politique, en se donnant l'air de faire

cédé à la télévision pour tenter de faire reprendre les grévistes à coups de discours rassurants, dans une volonté évidente de ne pas envenimer la situation.

Le patronat n'a sans doute rien à craindre de ce mouvement. Cependant, pour la première fois depuis très longtemps, un mouvement social englobe des travailleurs d'entreprises et industries différentes, et il s'est étendu comme une traînée de poudre dans le pays en dépit des lois antigrèves, que le gouvernement n'a d'ailleurs pas parlé de faire jouer. Cela constitue en soi un précédent dont d'autres sections de la classe ouvrière pourraient s'inspirer. Et cela, Brown et le patronat ne peuvent que le redouter.

Il reste évidemment qu'un tel mouvement, pour être à même de servir les intérêts du monde du travail, devra s'en prendre à ses véritables ennemis, le patronat et son gouvernement, et unir les rangs des travailleurs dans la lutte, au lieu de les diviser comme le font les leaders syndicaux dans le mouvement actuel.

François ROULEAU



Des manifestants de la raffinerie de Lindsey réclament du « *travail britannique pour les travailleurs britanniques* ».

ments massifs auraient eu besoin d'une perspective de lutte pour riposter aux coups du patronat (y compris les collègues des ouvriers aujourd'hui en grève, d'ailleurs). En revanche, on les a

quelque chose, sans risquer de compromettre les intérêts du capital.

Quelles que soient les limites de ce mouvement, Brown et ses ministres se sont très vite suc-

• Israël - Palestine

La population de Gaza, « chair à élections »

C'est le 10 février que doivent avoir lieu les élections législatives anticipées en Israël. Les sondages donnent vainqueur le parti de droite Likoud, dont le dirigeant, Netanyahu, vient de s'engager, une fois au gouvernement, à « renverser le régime du Hamas à Gaza ». Kadima, le parti de l'actuel Premier ministre Olmert, arriverait en seconde position et ne verrait donc pas sa chef de liste Tsipi Livni occuper le poste de celui-ci.

La campagne électorale a été occupée en grande partie par les trois semaines de guerre meurtrière contre la population de Gaza. Et le cessez-le-feu n'a pas fait cesser les déclarations belliqueuses des uns et des autres : la fanfaronnade électorale de Netanyahu succède à une prise de position d'Olmert en Conseil des ministres sur « *une réponse dure qui sera disproportionnée* », si des tirs visent le sud d'Israël. Cet assaut de déclarations concurrentes prend prétexte des quelques roquettes qui ont été tirées depuis la bande de Gaza, sans avoir causé de victimes ni de dégâts, la mort récente d'un soldat israélien ayant été causée par l'explosion

d'une charge dont on ne sait pas même l'origine. Les raids israéliens n'ont d'ailleurs, eux non plus, pas cessé.

Il n'y a pourtant rien d'étonnant à ce que la situation dans son ensemble reste explosive à Gaza. Le bilan de l'agression israélienne est atterrant : 1,5 million de Gazaouis ont reçu, du 27 décembre au 18 janvier, un million de tonnes de bombes et explosifs sur un territoire de 360 km². Près de 1 300 Palestiniens, dont les trois quarts de civils (énormément de femmes et d'enfants), ont été tués, plus de 4 000 blessés, des milliers d'habitations détruites, ainsi que la plupart des infrastructures, des bâtiments collectifs, et

des centaines d'hectares de terres cultivées dévastés. Les habitants, meurtris, privés de soins, de nourriture et d'eau, subissent toujours un blocus que le gouvernement israélien non seulement refuse de lever mais tente même d'aggraver en détruisant quelques-uns des tunnels construits sous la frontière avec l'Égypte. Lesquels sont d'ailleurs aussitôt reconstruits, malgré les conditions dangereuses, car ces tunnels permettent l'acheminement de vivres, de médicaments, et par le petit commerce qu'ils créent, fournissent un travail à des Gazaouis privés de ressources.

Ce blocus hermétique, par lequel l'armée israélienne vient par exemple de bloquer et de renvoyer une station d'eau potable envoyée par la France, dure en réalité depuis près de trois ans, depuis la victoire du Hamas lors des élections législatives à Gaza. Quant à la politique d'agression du gouverne-

ment israélien, après le paroxysme de ces semaines de guerre, elle continue au travers de la colonisation qui se poursuit et s'est même accélérée en 2008. Le mouvement pacifiste La Paix Maintenant a dénoncé la croissance du nombre de colons, qui augmente chaque année bien plus que l'ensemble de la population en Israël. L'argument de la « croissance naturelle » de cette population, qu'il faudrait bien loger, ne trompe personne, d'autant plus que les partisans parmi les plus radicaux de la poursuite de la colonisation, tel Netanyahu, s'engagent à... ne pas faire évacuer de force la centaine de colonies « sauvages » que Sharon avait promis de faire disparaître en Cisjordanie. Il s'agit bien là de l'affirmation d'une politique. D'autres zones de colonisation sont programmées et même aménagées, et la croissance continue du nombre de colons autour de Jérusalem Est

constitue une preuve tangible qu'Israël s'oppose par tous les moyens, y compris géographiquement, à la constitution d'un État palestinien continu, même restreint à la Cisjordanie et à Jérusalem Est.

Quant aux résultats de ces élections législatives, dont pour le moment deux des trois partis politiques arabes sont écartés, au motif qu'ils « *soutiendraient les groupes terroristes et refuseraient de reconnaître le droit d'Israël d'exister* », ils ne semblent pas, si l'on en croit les sondages, ouvrir la moindre porte à une modification de la politique des gouvernements successifs qui vise à anéantir tout espoir des Palestiniens à un État, et à des conditions de vie décentes. Et, au passage, à anéantir toute perspective pour la population israélienne, juive et arabe, de sortir elle aussi, enfin, de cette situation de guerre permanente.

Viviane LAFONT

• Madagascar

Manifestations populaires et bras de fer entre le maire de la capitale et le président

Les principales villes de Madagascar et surtout sa capitale Antananarivo ont été le théâtre d'importantes manifestations hostiles au gouvernement du président Marc Ravalomanana. Sans que l'on sache s'il a amplifié ou n'a fait que surfer sur le mécontentement populaire, le jeune maire de la capitale, Andry Rajoelina, dirigeant du parti Tanora malaGasy Vonona (Les jeunes Malgaches décidés), d'où son surnom d'Andry TGV, a demandé la destitution du président, accusé de dilapider les fonds publics et de laisser le pays s'enfoncer dans la misère.

Après plusieurs jours d'hésitations, c'est finalement le président en place qui a fait destituer le maire et tout son Conseil municipal pour une sombre histoire de gestion des ordures ménagères. Ce dernier épisode ne met évidemment pas un terme à l'opposition entre les deux hommes et rien ne permet aujourd'hui de prévoir ce qui se passera dans les jours à venir.

Plus important peut-être que la rivalité entre le maire et le président a été la mobilisation populaire de ces dernières semaines. À plusieurs reprises des dizaines de milliers de manifestants ont crié à la fois leur ras-le-bol du pouvoir et leur refus de la pauvreté. Le 26 janvier, la population a dévalisé les grands magasins de la capitale, notamment ceux de la chaîne Magro appartenant au président malgache. Les mêmes scènes se sont répétées les jours suivants dans plusieurs grandes



Le tri du café pour des salaires de misère.

villes de l'île. Les manifestants ont aussi pris pour cible et incendié la télévision et la radio nationales, ainsi que la MBS, une station de télévision appartenant à Ravalomanana. Les émeutes ont déjà fait plus de cent morts.

Andry Rajoelina s'est imposé comme le principal opposant au pouvoir. Samedi 31 janvier, devant plusieurs dizaines de milliers de manifestants, il s'est autoproclamé « le porte-parole du peuple ». La réponse du pouvoir ne s'est pas fait attendre : ce fut la destitution du maire.

Les raisons de la colère

Depuis décembre 2008, la situation n'a cessé en fait de se dégrader. Tout a officiellement commencé, après que le pouvoir, reprochant au maire d'avoir donné une interview de l'ancien président Didier Ratsiraka, a fermé la chaîne de télévision privée Viva appartenant à Rajoelina.

Mais si l'explosion du mécontentement a pris

d'emblée un caractère politique antigouvernemental, c'est aussi parce qu'une très grande partie de la population supporte de moins en moins les faits et gestes du président, qui favorise son clan en drainant une partie des fonds publics vers les nombreuses entreprises lui appartenant. Dès son arrivée au pouvoir, le groupe industriel Tiko, propriété personnelle du président, a fait main basse sur de nombreuses sociétés d'État privatisées. Depuis, l'empire industriel de Ravalomanana n'a cessé de croître.

La grande majorité de la population souffre de la pauvreté. L'augmentation des prix de première nécessité comme l'huile, le gaz ou l'essence, est telle que beaucoup doivent s'en passer. Les propos même de Ravalomanana, pour qui « la vie marche très bien sauf pour les produits de première nécessité », en disent long sur l'état de dénuement de la population. Car si pour elle les produits de première nécessité « ne marchent pas », alors rien ne marche.

Divers scandales impliquant

des multinationales étrangères ont également accru l'impopularité du gouvernement. La location pour 99 ans de nombreuses terres cultivables de l'île, 1,3 million d'hectares selon le *Financial Times*, à une société sud-coréenne, Daewoo Logistics, en vue de la culture de maïs et de palmiers à huile, a été ressentie par tous comme un bradage des possibilités de production nécessaires à la population. Et le président continue d'étaler sa richesse : il vient de s'offrir un avion qui coûte la bagatelle de 60 millions de dollars, en partie payé sur des fonds publics.

Un maire capitaliste contre un président capitaliste

C'est bien plus l'opposition affichée du maire au président en place qui fédère le mécontentement de la population que son programme politique et social totalement vide. Issu d'une famille de la bourgeoisie, Rajoelina s'est lancé avec succès dans les affaires, notamment dans la publicité, avant de se

faire élire maire de la capitale en 2007. Sa soif de pouvoir et son ambition ressemblent à s'y méprendre à celles de l'actuel président ; lui aussi fut maire d'Antananarivo, lui aussi était arrivé au pouvoir après des semaines de manifestations contre le régime de Ratsiraka.

Pour l'heure, le maire de la capitale ne semble pas avoir réussi à créer un rapport de forces en sa faveur et le président semble toujours bénéficier du soutien des membres de son gouvernement, des forces de répression et des différentes Églises chrétiennes très influentes parmi la population. On ne peut donc savoir aujourd'hui comment la situation peut évoluer, et en faveur de qui. Une chose est cependant certaine, les deux protagonistes ne représentent pas les intérêts de la population ; la démagogie de l'un étant identique à celle jadis employée par l'autre, leurs politiques sont en fait totalement semblables.

Quant à la France, ancienne puissance coloniale, elle adopte actuellement une attitude plus prudente qu'en 2002, époque où son soutien appuyé à l'ancien président Ratsiraka s'était soldé par un échec et par un refroidissement passager des relations, quand Ravalomanana était arrivé au gouvernement.

La mesure et la modération dont font preuve aujourd'hui Kouchner et derrière lui tout le gouvernement français montrent, s'il en était besoin, que les deux prétendants au pouvoir sont à leurs yeux de bons interlocuteurs, c'est-à-dire de bons garants des intérêts de l'impérialisme français à Madagascar.

Emile GRONDIN

• États-Unis

Les débuts d'Obama : 1, 2 et 3... vers une extension de la guerre!

L'article ci-dessous a été traduit du journal trotskiste américain *The Spark*

Lors de la campagne électorale, Barack Obama s'était engagé dès le premier jour de son entrée en fonction à rencontrer les chefs d'état-major pour leur ordonner de mettre sur pied un plan de retrait en seize mois de toutes les troupes combattant en Irak.

Le premier jour, il a effecti-

vement eu une réunion par téléconférence avec les dirigeants militaires, mais il ne leur a pas donné l'ordre en question, déclarant seulement : « J'ai demandé aux responsables militaires de travailler sur un plan complémentaire indispensable pour se retirer militairement d'Irak de façon responsable », sans donner de date butoir.

Le ministre de la Défense d'Obama Robert Gates – qui était aussi le ministre de la

Défense de Bush – a déclaré que diverses options étaient à l'étude : seize mois, trois ans ou aucune date fixée. Et Ryan Croker, l'ambassadeur américain en Irak, a mis fortement en garde contre « un retrait précipité ».

En mettant tout cela bout à bout, on obtient la même poudre aux yeux dont Bush était si friand.

Le deuxième jour de son entrée en fonction, Obama a nommé un seul homme,

Richard Holbrooke, comme envoyé spécial à la fois pour l'Afghanistan et le Pakistan – deux pays qui ont peu de choses en commun, si ce n'est que les États-Unis mènent, en Afghanistan, une guerre qui déborde sur le Pakistan. Cette nomination est une façon d'annoncer qu'il considère l'Afghanistan et le Pakistan comme un même champ de bataille, ce qui étend considérablement la guerre.

Le troisième jour, pour que

les choses soient bien claires, Obama a autorisé de nouveaux bombardements à l'aide de missiles sur des villages de tribus situés au Pakistan, tuant au moins dix civils.

Obama a fait campagne sur deux sujets principaux : son opposition apparente aux guerres menées par les USA, et la crise économique. Sur la question de la guerre, il ne lui a fallu que trois jours pour faire un pied de nez à ceux qui avaient cru à ses promesses !